

COMMUNE DE VALDALLIERE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six,
Le 13 janvier, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 7 janvier 2026,
s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses
assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART,
Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42

Présents : 36

Pouvoirs : 6

Excusés : 2

Absents : 11

DELIBERATION
N° 2026-0113-01

OBJET :

Désignation du
secrétaire de séance et
adoption du procès-
verbal de la séance du 3
décembre 2025

Annexe :
Procès-verbal de la
séance du 3 décembre
2025

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel				X F. HAMEL	MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet		X			PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle			X	
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline				X P. POUPION
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert	x				ANGENEAU Jean-Paul		X		
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie				X F. BROGNIART
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M	X				FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia			X	
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VIESSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine				X N. BRU	POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel				X I. MARTIN
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est nommée secrétaire de
séance.

OBJET : Désignation du secrétaire de séance et adoption du procès-verbal de la séance du 3 décembre 2025.

1- Désignation du secrétaire de séance

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) précise en son article L. 2121-15 qu'au « début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire ».

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est désignée pour assurer le secrétariat de séance.

2- Approbation du procès-verbal de la séance précédente

Le procès-verbal de la **séance du 3 décembre 2025** a été transmis à l'ensemble des conseillers municipaux conformément à la réglementation.

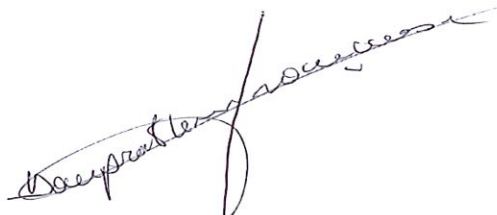
Le Maire demande si des observations sont à formuler.

Aucune observation n'est présentée.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DÉSIGNE Madame Marie-Françoise DAUPRAT** en qualité de secrétaire de séance.
- **APPROUVE** le procès-verbal de la **séance du 3 décembre 2025**.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Marie-Françoise DAUPRAT



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

PROCÈS-VERBAL
de la séance de Conseil Municipal du
MERCREDI 3 DECEMBRE 2025

L'an deux mil vingt-cinq,
Le 3 décembre, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 27 novembre 2025, s'est réuni à la salle
Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric
BROGNIART, Maire.

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel				X F. HAMEL	MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHEMIN Daniel			X		BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia			X		ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet			X		PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle	X			
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien			X	
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline	X			
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte				X S. SCOLA
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert				X D. LENAIN	ANGENEAU Jean-Paul	X			
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie	X			
LENAIN Didier	X				CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M	X				FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia	X			
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe				X F. BROGNIA	VIESSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia		X		
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine	X				POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel	X			
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

37 PRESENTS – 11 ABSENTS - 4 EXCUSÉS - 4 POUVOIRS

Le quorum étant atteint au début de la séance avec 37 membres présents, le conseil peut valablement délibérer.

Les délibérations sont consultables sur le site internet de la commune et au siège administratif de VALDALLIERE.

Ordre du jour :

1. Désignation du secrétaire de séance et adoption du procès-verbal de la séance 3 novembre 2025
2. Finances – Décision budgétaire modificative n°4
3. Finances – Décision budgétaire modificative n°5
4. Subvention CCAS
5. RH – Modification du tableau des effectifs
6. RH – Modification du règlement intérieur
7. RH – Utilisation du Compte Personnel de Formation (CPF)
8. Réhabilitation d'une friche commerciale en Tiers Lieu - Tranche 1 des travaux - Adoption de l'avant-projet définitif – Avenant fixant la rémunération définitive du Maître d'œuvre
9. Marchés publics – Adoption du Règlement intérieur
10. Marchés publics – Adoption de la nomenclature interne relative aux achats de fournitures et services
11. Marchés publics relatif à la fourniture de produits et petits matériels d'entretien – attribution
12. BURCY - Aménagement point d'arrêt Villeneuve - Maîtrise d'œuvre
13. Piscine – Adoption du Règlement intérieur
14. Piscine – Convention cours particuliers MNS
15. Montchamp – Vente bâtiment
16. Estry – Vente parcelle
17. Indemnités de gardiennage des églises communales
18. Eglise RULLY – travaux de mise en sécurité
19. Salles des fêtes – cérémonies civiles
20. Procès-verbal de transfert du CMS à l'IVN
21. Mise en place d'une enquête publique préalable à l'aliénation d'un chemin rural – La Rocque - chemin des Grandes Crières
22. Finances – Décision budgétaire modificative n°6

Avant l'ouverture de la séance, une minute de silence est observée en hommage à Monsieur BOISSEAU, correspondant pour la Manche Libre, habituellement présent lors des conseils municipaux, récemment décédé.

-
- 1- **Désignation du secrétaire de séance et adoption du procès-verbal de la séance du 3 novembre 2025.** **Délib N° 2025_1203_01**

- 1- Désignation du secrétaire de séance

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) précise en son article L. 2121-15 qu'au « début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire ».

Madame Anne-Marie FABIEN est désignée pour assurer le secrétariat de séance.

2- Approbation du procès-verbal de la séance précédente

Le procès-verbal de la **séance du 3 novembre 2025** a été transmis à l'ensemble des conseillers municipaux conformément à la réglementation.

Le Maire demande si des observations sont à formuler.

Monsieur Hervé CHANU signale une erreur matérielle dans le document. Le chiffre figurant à la page 17, relatif au coût de construction du nouveau barrage doit être remplacé par : 5 millions d'euros.

Le procès-verbal est modifié en ce sens.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DÉSIGNE Madame Anne-Marie FABIEN** en qualité de secrétaire de séance.
- **APPROUVE** le procès-verbal de la **séance du 3 novembre 2025**.

2- **Finances - Décision budgétaire modificative n°4.**

Délib N° 2025_1203_21

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu le budget de la commune ;

Afin de régulariser les écritures d'amortissements 2025 sur le chapitre 042, il convient de procéder à la décision modificative suivante :

INTITULES DES COMPTES	DEPENSES		RECETTES	
	COMPTES	MONTANTS (€)	COMPTES	MONTANTS (€)
Valeurs comptables immobilisations cédée	675(042) fonction 01	25 000,00		
Produits des cessions d'immobilisations			775(77) fonction 01	25 000,00
TOTAUX EGAUX - FONCTIONNEMENT		25 000,00		25 000,00

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** la décision modificative telle que présentée.

3- Finances - Décision budgétaire modificative n°5.

Délib N° 2025_1203_02

Monsieur SPITZA arrive au cours de ce point. Il participe au vote.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu le budget de la commune ;

Dans le cadre de la réalisation du budget 2025, les dépenses liées aux charges de personnel ont été sous évaluées.

Le budget affecté au chapitre 012 nécessite donc un ajustement à la hausse, compte tenu notamment de la réorganisation de certains services ayant engendré des coûts supplémentaires, des absences prolongées entraînant des remplacements (congrés maternité, congé longue maladie...). Nous percevons pour ces derniers des remboursements de l'Assurance Maladie ainsi que de notre assurance du personnel CIGAC, mais ces recettes ne sont pas affectées au chapitre 012.

Ces dépenses sont compensées par une augmentation des recettes à l'article 6419 correspondant aux remboursements par la CPAM ou l'assurance du personnel et également par une diminution des dépenses d'électricité à l'article 60612.

Il convient ainsi, de procéder à la décision modificative suivante :

INTITULES DES COMPTES	DEPENSES		RECETTES	
	COMPTES	MONTANTS (€)	COMPTES	MONTANTS (€)
Energie - Electricité	60612(011)	-31 000,00		
Fonction 01				
Rémunération principale titulaires	64111(012)	55 000,00		
Fonction 01				
Remboursements rémunérations personnel			6419(013)	24 000,00
Fonction 01				
TOTAUX EGAUX - FONCTIONNEMENT		24 000,00		24 000,00

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** la décision modificative telle que présentée.

4- Décision budgétaire modificative n°6.

Délib N° 2025_1203_03

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu le budget de la commune ;

Afin de procéder aux provisions concernant les créances douteuses, il convient de procéder à une décision modificative. Ces provisions sont constituées lorsque le recouvrement des restes à recouvrer est compromis, un état est fourni par le Trésor Public qui définit les sommes à inscrire.

INTITULES DES COMPTES	DIMINUT° / CREDITS ALLOUES		AUGMENTATION DES CREDITS	
	COMPTES	MONTANTS (€)	COMPTES	MONTANTS (€)
Energie – Electricité	60612(011	2 548,50		
	Fonction 01			
Dot. prov. dépréc. actifs circulants			6817(68)	2 548,50
	Fonction 01			
DEPENSES - FONCTIONNEMENT		2 548,50		2 548,50

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **à l'unanimité** des membres présents :

- **AUTORISE** la décision modificative telle que présentée.

5- Subvention CCAS.

Délib N° 2025_1203_04

Vu le vote du budget primitif de la commune en date du 31 mars 2025, notamment l'article 657363 (Subvention de fonctionnement d'établissement à caractère administratif) ;

Considérant que le CCAS doit faire face à toutes ses dépenses obligatoires ;

Il convient de verser au CCAS la subvention qui lui permettra de couvrir des dépenses de fonctionnement.

Monsieur le Maire propose de verser la subvention d'un montant de **65 095,84 euros** (article 657363) au Centre Communal d'Action Sociale de VALDALLIERE.

Echanges :

Patrick POUPION : Quels étaient les montants des années précédentes ?

Frédéric BROGNIART : Le montant de la subvention versé au CCAS est sensiblement stable depuis trois ans. Il avait été revalorisé à l'époque où le CCAS avait épuisé le produit de la vente d'un bâtiment qui lui avait été donné (don du bâtiment face à l'école). Par ailleurs, le CCAS a dû effectuer un audit de la Résidence autonomie et supporter ainsi, une dépense d'environ 10 000 euros.

Précision :

Montants des dernières subventions : 2024 : 51 354€ ; 2023 : 79 127€ ; 2022 : 18 000€.

Patrick POUPION : Quel est l'objet de cet audit ?

Frédéric BROGNIART : Cela nous est imposé et consiste à évaluer la gouvernance de la résidence La Crête.

Patrick POUPION : Y a-t-il des appartements disponibles ?

Sylvie ASSELIN : Il y un appartement disponible et 2 autres qui doivent être refaits. Les locataires sortants sont restés plus de 10 ans et les appartements nécessitent un rafraîchissement.

Frédéric BROGNIART : Le taux d'occupation est donc plutôt élevé. Au fil de l'eau, une dizaine d'appartements ont été rénovés.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **à l'unanimité** des membres présents :

- **DECIDE** d'attribuer et de verser une subvention au CCAS de VALDALLIERE au titre de l'année 2025 d'un montant de **65 095,84 euros**.
- **AUTORISE** M. le Maire à exécuter toutes les démarches nécessaires à l'exécution de cette décision.

6- Ressources Humaines – Modification du tableau des effectifs.
Délib N° 2025_1203_05

Avis favorable du CST en date du 25/11/2025

Par délibération du 23 septembre 2024, le poste de gestionnaire administratif de proximité / chargé d'urbanisme a été créé avec un volume horaire de 28/35e. Le binôme de cet agent au service urbanisme a demandé sa retraite progressive à hauteur de 60% à compter du 1er février 2026. Il est donc proposé de passer le poste GAP / chargé d'urbanisme a 35/35e afin de compenser la charge de travail jusqu'au départ en retraite définitif de son binôme.

	POSTE SUPPRIMÉ	POSTE CREE
INTITULÉ	Gestionnaire administratif de proximité / chargé d'urbanisme	Gestionnaire administratif de proximité / chargé d'urbanisme
GRADES CIBLES	Cadre d'emploi des adjoints administratifs et des rédacteurs	Cadre d'emploi des adjoints administratifs et des rédacteurs
TEMPS DE TRAVAIL	Temps non complet (28/35)	Temps complet (35/35)
DATE D'EFFET	1 ^{er} février 2026	1 ^{er} février 2026
<i>Emploi pouvant être pourvu par un contractuel dans les conditions définies à l'article 332 du Code Général de la Fonction Publique</i>		

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **à l'unanimité** des membres présents :

- **ADOpte** la modification du tableau des effectifs

7- Ressources Humaines – Modification du règlement intérieur.
Délib N° 2025_1203_06

Avis favorable du CST en date du 25/11/2025

Le Règlement Intérieur applicable aux agents de Valdallière a été adopté par délibération du 27/11/2023. Après deux années d'application, il apparaît que quelques modifications sont nécessaires concernant les éléments suivants :

*** Modalité des demandes de temps partiel**

Les réformes récentes des retraites permettent aux agents de la fonction publique de demander un départ en retraite progressive. Cette demande, traitée par les caisses de retraites, passe par un aménagement du temps de travail qui prend la forme d'une demande de temps partiel pour convenances personnelles.

Pour les agents dont le temps de travail est annualisé, le fait de partir en retraite anticipée et donc de passer à temps partiel en cours d'année scolaire pose problème, car ils ne sont pas en mesure d'effectuer suffisamment d'heures pendant l'année scolaire pour compenser le temps non travaillé pendant les vacances d'été.

Afin d'éviter cette situation, il est proposé de préciser dans le règlement intérieur que toute demande de temps partiel pour convenances personnelles doit être effectuée avant le 31 mars de chaque année et que les autorisations de temps partiel pour convenances personnelles accordées prendront effet le 1^{er} septembre pour une durée d'un an. Cette disposition, applicable à tous les agents, permettra d'anticiper l'organisation liée à la mise en place de ce type de temps partiel et de garantir la continuité et le bon fonctionnement des services.

Echanges :

Patrick POUPION : S'agit-il d'un nouveau dispositif ?

Frédéric BROGNIART : En effet, depuis cette année. Pour le personnel administratif, cela peut s'organiser relativement facilement mais pour les agents du service scolaire, c'est un peu plus complexe.

Patrick POUPION : Est-il possible de le refuser ?

Frédéric BROGNIART : Pour le personnel scolaire, on diffère à la rentrée scolaire.

DGA : C'est la caisse de retraite qui décide d'accorder ou non la retraite progressive et la collectivité, en conséquence, accorde ou non le temps partiel.

*** Nombre de jours de congés annuels**

L'article 1 du décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux dispose que :

« Tout fonctionnaire territorial en activité a droit, (...) pour une année de service accompli du 1^{er} janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service. »

Cette disposition est étendue aux agents contractuels de droit public par l'article 5 du décret du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Or, le règlement intérieur, adopté par délibération du 27 novembre 2024, prévoit que les agents travaillant sur 4,5 jours ont le droit à 25 jours de congés annuels, étant précisé que si l'agent pose une semaine de congés, il se voit décompter 5 jours de congés. De même, s'il pose 2 jours consécutifs, dont le jour où il ne travaille pas une demi-journée, il se voit défalquer 2 jours de congés. Cependant, il est possible de poser de façon isolée la demi-journée travaillée du jour où l'on ne travaille qu'une demi-journée, en ne se voyant décompter qu'une demi-journée de congés. Ainsi, un agent travaillant sur 4 jours et demi pourra bénéficier de davantage de congés qu'un agent travaillant sur 5 jours.

Afin de mettre le règlement intérieur en conformité avec la législation en vigueur, il est proposé de le modifier pour prévoir qu'un agent travaillant 4,5 jours a le droit à 22,5 jours de congés. Dans ce cas, lorsque l'agent pose une semaine de congés, il se voit retirer 4,5 jours de congés.

De même, les agents travaillant 4 jours par semaine ont le droit à 20 jours de congés annuels et se voient défalquer 4 jours de congés lorsqu'ils posent une semaine.

Echanges :

Dominique BERGAR : Cela concerne combien d'agents ?

DGA : Cela concerne principalement les agents administratifs et a pour but de simplifier le décompte de congés.

*** Nombre de jours de RTT**

Les temps d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont justifiés par un temps de travail effectué au-delà de 35 heures, en moyenne hebdomadaire.

Le règlement intérieur adopté par délibération du 27 novembre 2024 prévoit le nombre de jours de RTT suivant :

Durée hebdomadaire de travail	40 h	39 h	38 h	37 h	36 h
-------------------------------	------	------	------	------	------

Nb de jours RTT pour un agent à temps complet	26	21	16	10	4
Le calcul se réalise sur une base de 226 JOURS					

Ce calcul a été effectué sur la base de 226 jours de travail annuel de la façon suivante :

Nombre de jours /an	365 jours
Week-end	- 104 jours
Jours fériés (moyenne annuelle)	- 8 jours*
Congés	- 25 jours
SOIT	228 jours x 7 heures = 1 596 h (arrondis à 1 600 h)
Journée de solidarité	+ 7 heures
TOTAL	1607 heures
Congés supplémentaires = jours de fractionnement	- 2 jours
	= 226 jours

* Nombre de jours fériés moyen ne tombant pas un week-end.

Cependant, le droit aux jours de fractionnement est conditionné par la période à laquelle l'agent a posé ses congés l'année précédente. Il ne s'agit donc pas de 2 jours de congés supplémentaires attribués automatiquement et, comme précisé par la législation en vigueur rappelée dans le règlement intérieur, ces jours sont considérés comme du temps de travail effectif. Ils ne doivent donc pas être pris en compte dans le calcul des RTT qui doit se faire sur la base de 228 jours de travail, soit 45,6 semaines par an (52 semaines - 5 semaines de congés - 8 jours fériés).

Par ailleurs, pour refléter le plus exactement possible la compensation du temps de travail réellement effectué au-delà des 35 heures légales, le nombre de jours de RTT doit varier en fonction des obligations hebdomadaires de service des agents.

Par exemple, un agent qui travaille 36h/semaine, fait 1641,6h/ an (36 x 45,6), soit 45,6 heures en plus par rapport aux 1596h.

S'il travaille 5 jours par semaine, il fait en moyenne 7,2h par jour. Il a donc droit à $45,6 / 7,2 = 6,33$ jours de RTT (arrondis à 6 jours).

S'il travaille 4,5 jours par semaine, il fait en moyenne 8,22h par jour. Il a donc droit à $45,6 / 8,22 = 5,54$ jours de RTT (arrondis à 5,5 jours).

Il est donc proposé de modifier le règlement intérieur de la façon suivante :

Durée hebdomadaire de travail	39 h	38 h	37 h	36 h
Nb de jours RTT pour un agent à temps complet travaillant 5 jours par semaine	23	18	12	6
Nb de jours RTT pour un agent à temps complet travaillant 4.5 jours par semaine	/	16	11	5.5
Le calcul se réalise sur une base de 228 jours				

* Tenue de travail

Les équipements de protection individuelle que les agents techniques sont obligés de porter

peuvent être source d'inconfort en cas de forte chaleur. Il est donc proposé d'équiper les agents techniques de bermudas de travail et de prévoir dans le règlement intérieur que :
« Les agents techniques peuvent être autorisés à porter le bermuda fourni par la collectivité au titre des EPI, en cas de forte chaleur et sur autorisation expresse de leur supérieur hiérarchique qui tient compte des missions et travaux effectués. »

*** Récupération du temps de trajet pour les formations**

Avec le regroupement des CNFPT entre la Région Normandie et la Région Hauts de France, les agents sont amenés à se rendre à des formations de plus en plus éloignées de leur résidence (familiale ou administrative). Ceci implique des temps de trajet de plus en plus importants en dehors des horaires de travail.

Aucune disposition légale ne précise clairement les modalités de récupération de ces temps de trajet, effectués en dehors du temps de travail, pour se rendre en formation. Il appartient donc à la collectivité de définir ces modalités.

Il est donc proposé de permettre aux agents de récupérer la durée de ces trajets, effectués hors temps de travail, au-delà d'1h30.

Il convient donc de préciser dans l'annexe du règlement intérieur relative aux conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacement que :

« Lorsque l'agent se déplace pour une formation en dehors de son temps de travail, il peut récupérer le temps de trajet d'une durée supérieure à une heure et demie par trajet (et non aller-retour).

Calcul du temps de récupération : temps de trajet entre le lieu de formation et le domicile ou la résidence administrative habituelle (si celle-ci est plus proche du lieu de formation) - 1h30 ».

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ADOpte** le règlement intérieur modifié qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

8- Ressources Humaines – Utilisation du Compte Personnel de Formation (CPF). **Délib N° 2025_1203_07**

Avis favorable du CST en date du 25/11/2025

Les agents publics disposent, comme les salariés du secteur privé, d'un compte personnel d'activité (CPA) composé d'un compte personnel de formation (CPF) et d'un compte d'engagement citoyen (CEC). Ces comptes sont alimentés afin de renforcer l'autonomie et la liberté d'action de l'agent et de faciliter son évolution professionnelle.

Pour un agent à temps plein, le CPF est alimenté à hauteur de 24 heures par an, dans la limite de 250 heures. Il permet aux agents d'acquérir des droits à formation.

Contrairement au secteur privé, dans le secteur public, il appartient à l'employeur de financer les formations effectuées dans le cadre de l'utilisation du CPF. L'assemblée délibérante doit donc fixer les modalités d'utilisation du CPF, après avis du CST.

Il est proposé de définir les modalités suivantes :

1 - Plafonds de prise en charge des frais de formation

Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie, sont décidés, en vue de la prise en charge des frais qui

se rattachent aux formations suivies au titre du compte personnel de formation, les plafonds suivants :

Prise en charge des frais pédagogiques :

La collectivité finance l'action à hauteur de 50%, plafonné à 1000€ HT par action et dans la limite de deux actions par agent.

Le budget annuel global consacré aux coûts pédagogiques des projets s'inscrivant dans le cadre du CPF sera délibéré chaque année au moment du vote du budget par le Conseil Municipal.

Prise en charge des frais occasionnés par le déplacement, de logement et de repas :

La collectivité ne prendra pas en charge les frais occasionnés par les déplacements, le logement et les repas des agents lors des formations. Ces frais seront à la charge de l'agent.

2 - Demandes d'utilisation du CPF

La demande de l'agent devra suivre les étapes suivantes :

- Demande écrite via le formulaire de demande d'utilisation du CPF (annexé au présent rapport) à adresser au Maire
- Avis sur la demande prononcé par la Commission des Ressources Humaines

Celle-ci comportera notamment les éléments suivants :

- La description détaillée du projet d'évolution professionnelle
- Le programme et la nature de la formation visée (préciser si la formation est diplômante, certifiante, ou professionnalisante, les prérequis de la formation, etc.)
- Le cas échéant l'organisme de formation sollicité si la formation ne figure pas dans l'offre de formation de l'employeur
- Le nombre d'heures requises, le calendrier et le coût de la formation

3 - Instruction des demandes

Les demandes devront obligatoirement être présentées avant le 31 décembre de l'année précédant l'utilisation du CPF.

4 - Critères d'instruction et priorité des demandes

Lors de l'instruction des demandes, les requêtes suivantes sont prioritaires (article 8 du décret n° 2017-928 du 6 mai 2017) :

- Suivre une action de formation, un accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétences, permettant de prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions ;
- Suivre une action de formation ou un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles ;
- Suivre une action de formation de préparation aux concours et examens.

Les demandes présentées par des personnes peu ou pas qualifiées qui ont pour objectif de suivre une formation relevant du socle de connaissances et de compétences mentionné à l'article L. 6121-2 du code du travail ne peuvent faire l'objet d'un refus. La satisfaction de ces demandes peut uniquement être reportée d'une année en raison de nécessités de service. Chaque situation sera ensuite appréciée en considération des critères suivants :

- Pertinence du projet par rapport à la situation de l'agent (en privilégiant les projets présentés par des agents dans l'obligation d'envisager une reconversion professionnelle)
- Perspectives d'emploi à l'issue de la formation demandée
- Adéquation de la formation avec le projet d'évolution professionnelle
- L'agent dispose-t-il des prérequis exigés pour suivre la formation ?
- Nombre de formations déjà suivies par l'agent
- Ancienneté dans la collectivité
- Calendrier de la formation en considération des nécessités de service
- Ordre d'arrivée de la demande

5 - Réponse aux demandes de mobilisation du CPF

La décision du maire sera adressée par écrit à l'agent après le vote du budget.
En cas de refus, celui-ci sera motivé.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **à l'unanimité** des membres présents :

- **ADOpte** les modalités d'utilisation du compte personnel de formation définies ci-dessus.

9- Réhabilitation d'une friche commerciale en Tiers Lieu - Tranche 1 des travaux - Adoption de l'avant-projet définitif – Avenant fixant la rémunération définitive du Maître d'œuvre. [**Délib N° 2025_1203_08**](#)

Descriptif des travaux :

- Construction d'un accès PMR côté EST de la façade, avec rampe et perron, ensemble vitré avec porte en façade
- Création d'un espace hall / bar en extrémité NORD de la grande salle avec suppression charpente et couverture et création d'un pignon, cet espace d'environ 65 m² sera isolé.
- Mise en conformité avec renforts structurels de la charpente métallique existante.
- Remplacement de la couverture ardoises par une couverture transparente et translucide, en verre organique sur l'ensemble de la toiture bipente
- Les travaux seront limités au SUD de la grande salle pour cette phase 1, à l'exception du traitement de la charpente et de la réfection de la couverture qui sera réalisée jusqu'au pignon SUD.

Plan de financement :

DEPENSES	
Achat bâtiment	61 475,25 €
Etudes	
diagnostic charpente	4 233,00 €
diagnostic amiante / plomb	3 000,00 €
Contrôle Technique	4 200,00 €
Etude géotechnique	8 455,00 €
maîtrise d'œuvre	
DIAG	36 000,00 €
honoraires	42 175,10 €
OPC	5 000,00 €
Travaux	
Travaux	418 936,00 €
opt 1: paysage	2 815,00 €
TOTAL HT	586 289,35 €

RECETTES		
<i>subventions sollicitées</i>		
ETAT	191 581,48 €	32,68%
FEDER	277 450,00 €	47,32%
Sous-total 1 ⁽¹⁾	469 031,48 €	80,00%

AUTOFINANCEMENT		
Fonds propres	117 257,87 €	20,00%
Sous-total 2	117 257,87 €	20,00%

TOTAL	586 289,35 €	100%
--------------	---------------------	-------------

Conformément au contrat de maîtrise d'œuvre conclu avec Benjamin Leroux et ses co-traitants pour cette opération, la détermination du coût prévisionnel des travaux au stade APD permet de fixer la rémunération définitive du maître d'œuvre.

Celle-ci est composée de deux éléments :

- La rémunération définitive de la mission de base égale au produit du taux de rémunération par le coût prévisionnel.
Soit, conformément au contrat, $10\% \times 421\,751 \text{ €} = 42\,175,10\text{€}$.
- La rémunération forfaitaire des missions complémentaires dont le montant est fixé dans la DPGF.
Soit, 5 000€ HT pour la mission OPC.

Le montant définitif de la rémunération du maître d'œuvre est donc de 47 175,10€ HT. Il convient de conclure un avenant au marché subséquent n°2 (marché n° 2024-MO-002-002) pour acter ce montant.

Echanges :

Hervé CHANU : La halle a-t-elle un accès qui donne sur l'extérieur ?

DGS : L'entrée se situe au niveau de l'espace accueil/bar. C'est comme un sas qui communique sur les deux espaces : boutique et halle.

Hervé CHANU : Point de vue sécurité, c'est conforme ?

DGS : Oui c'est conforme et la sortie de secours se situe derrière.

Hervé CHANU : Le projet mérite quelques réflexions et c'est dommage de ne pas avoir pu notamment visiter le bâtiment avant de prendre cette décision.

Patrice LEPAINTEUR : On diminue la capacité de la salle avec ce nouvel espace (entrée/bar) ?

DGS : En effet, légèrement. Actuellement cette cloison n'existe pas. Ce nouvel espace correspond à la largeur d'une travée. La halle est ainsi diminuée de 5 mètres et permet de créer cet espace chauffé. Il est aussi possible d'ouvrir totalement les baies vitrées pour obtenir une extension de la salle coté halle ou bien coté O Val d'Art. C'est une surface intermédiaire qui peut fonctionner seule ou avec l'un des deux volumes de chaque côté.

Patrice LEPAINTEUR : La salle ne pourra donc pas servir l'hiver ?

DGS : Elle sert déjà l'hiver dans l'état actuel. C'est un peu comme une place couverte. Elle fonctionne bien telle qu'elle est déjà. L'idée de créer cet espace chauffé est de pouvoir organiser d'autres événements. Mais effectivement la grande salle n'est ni chauffée, ni isolée.

Patrice LEPAINTEUR : Est-ce qu'on a estimé le coût d'une isolation totale du bâtiment ?

DGS : Non.

Dominique BERGAR : Ce n'est pas une question de coût. L'idée est de préserver l'esprit et l'authenticité de la halle. L'usage de la salle doit rester culturel. Ça fonctionne très bien comme ça actuellement.

Hervé CHANU : A quoi va servir la partie de droite ?

Dominique BERGAR : Actuellement, une partie est occupée par Magali CERLES, ALTERNATHE. Mais cette deuxième phase n'est pas encore figée.

DGS : L'objectif serait déjà d'étancher.

Hervé CHANU : On arrive déjà à 500 000 euros, il faut que ça vaille le coût quand même.

Frédéric BROGNIART : 500 000 euros pour 500m², ce n'est pas tant que ça.

Dominique BERGAR : Pour 500 000 euros, tu n'as grand-chose.

Patrice LEPAINTEUR : Est-ce que ce projet a été débattu en commission bâtiment ?

Frédéric BROGNIART : Non.

Patrice LEPAINTEUR : Ce soir, nous allons valider un projet relativement conséquent, nous l'abordons quelques minutes alors que cela nécessiterait qu'au moins quelques personnes en soient plus informées. Aucune commission n'a travaillé sur ce dossier ?

Frédéric BROGNIART : Non seulement, Dominique BERGAR, Jean PAVIE, les membres du cabinet et moi.

Patrice LEPAINTEUR : La commission bâtiment aurait pu travailler sur ce genre de projet.

Frédéric BROGNIART : En effet, c'était une possibilité mais il y avait surtout des choix techniques à faire et non pas esthétiques. Aussi, dans la mesure où la commune est lauréate du FEDER, on ne prend pas énormément de risques financiers pour une salle multiusage à 100 000 euros.

Patrice LEPAINTEUR : C'est tout de même le contribuable qui alimente ces fonds-là. On n'a pas le droit de ne pas faire attention parce que ce sont des financements qui viennent de l'état ou de l'Europe.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par :

Contre	Abstention	Pour
0	5	36

- **ADOpte** l'Avant-Projet Définitif.
- **FIXE** le coût prévisionnel des travaux à 421 751 € HT.
- **FIXE** le cout de la rémunération définitive du maître d'œuvre à 47 175,10 € HT et d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant au marché n°2024-MO-002-002 correspondant.

10- Marchés publics – Adoption du Règlement intérieur. Délib N° 2025_1203_09

Les contrats conclus entre une collectivité territoriale et un opérateur économique, en matière de fournitures, services et travaux, sont soumis, dès le premier euro d'achat, aux règles de la commande publique.

Le Code de la Commande Publique (CCP) laisse aux acheteurs publics une grande liberté pour fixer les règles de passation des marchés publics et accords-cadres dont le montant est inférieur aux seuils de procédure formalisée.

A ce jour, ces seuils sont les suivants :

- Pouvoirs adjudicateurs :
 - Fournitures et services : 221 000 € HT
 - Travaux : 5 538 000 € HT
- Entités adjudicatrices :
 - Fournitures et services : 443 000 € HT
 - Travaux : 5 538 000 € HT

Au regard de ces montants, il est pertinent de fixer des règles internes afin de garantir l'application des principes de la commande publique pour les achats inférieurs à ces seuils, qui peuvent représenter une dépense importante pour la collectivité.

Il est donc proposé d'adopter un règlement intérieur des marchés publics.

Ce règlement s'applique à tous les achats effectués par la Commune de Valdallière et revêtant le caractère d'un marché public au sens du Code de la Commande Publique, quel qu'en soit le montant.

Le projet de règlement, annexé au présent rapport, comporte 17 articles relatifs à :

- *Article 1 – Respect des principes de la commande publique :*

Cet article rappelle les trois principes de la commande publique (égalité de traitement des candidats, liberté d'accès à la commande publique et transparence des procédures) dont l'objectif est d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics.

Il rappelle également que la commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable.

- *Article 2 – Définition du besoin*

Cet article rappelle les obligations en matière de définition du besoin et les règles applicables en cas d'échanges avec des opérateurs économiques en vue de la définition du besoin.

Il rappelle également les règles relatives à l'estimation du besoin, qui permettent de déterminer la procédure applicable à chaque achat. C'est dans ce cadre qu'est proposée la délibération de la nomenclature interne relative aux achats de fournitures et services.

- *Article 3 – Les différentes procédures*

Cet article rappelle les différentes procédures listées par le Code de la Commande publique et les cas dans lesquels il est possible d'y recourir :

- Marchés passés sans publicité ni mise en concurrence (11 cas, dont les marchés inférieurs à 40 000€ HT pour les fournitures et services et 100 000€ HT pour les travaux),
- Marchés passés selon une procédure adaptée (achats ne faisant pas partie de ces 11

- cas et inférieurs aux seuils des procédures formalisées),
- Marchés passés selon une procédure formalisée (achats ne faisant pas partie de ces 11 cas et supérieurs aux seuils des procédures formalisées indiqués ci-dessus).

- **Article 4 – Principes à respecter**

Cet article rappelle les principes fixés par le Code de la Commande Publique pour chaque procédure.

- **Article 5 – Le respect de l'obligation de publicité**

Cet article rappelle les obligations en matière de publicité imposées par le Code de la Commande Publique pour les marchés passés suivant une procédure adaptée et une procédure formalisée, ainsi que pour les marchés sans publicité ni mise en concurrence (possibilité de publicité, demande de plusieurs devis, absence de recours systématique au même prestataire).

Il prévoit également que pour les achats supérieurs à 5 000€ HT, l'acheteur sollicite au moins deux offres auprès de prestataires différents.

- **Article 6 – La composition des pièces de la consultation**

Cet article rappelle les documents à fournir lors de la consultation des entreprises et les mentions obligatoires, notamment l'obligation d'annoncer les critères de jugement des offres.

- **Article 7 – Les modalités d'échanges avec les opérateurs économiques**

Cet article rappelle l'obligation de dématérialisation des procédures fixées par le Code de la Commande Publique et précise les modalités d'échanges avec les entreprises pour les achats non régis par ces dispositions.

- **Article 8 – Le délai de réception des offres**

Cet article rappelle les obligations en termes de délai de réception des offres fixées par le Code de la Commande Publique pour les procédures formalisées.

Pour les autres procédures, il rappelle que ce délai doit être fixé en tenant compte de la complexité du marché public et du temps nécessaire aux opérateurs économiques pour préparer leur candidature et leur offre.

Ainsi, pour les procédures adaptées, il fixe un délai minimum de 15 jours de consultation.

- **Article 9 – Documents à transmettre au titre de la candidature et de l'offre**

Cet article rappelle les documents à remettre par les candidats et le fait que, dans un objectif de simplification des procédures, l'acheteur s'efforce de ne demander que les documents obligatoires ou nécessaires à l'analyse des candidatures et des offres.

- **Article 10 – Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse**

Cet article rappelle les règles régissant la définition des critères d'analyse des offres, notamment le fait qu'à compter du 22 août 2026, le critère unique du prix ne pourra plus être utilisé. Il faudra utiliser soit une pluralité de critères, dont au moins un permet d'analyser les caractéristiques environnementales des offres, soit le critère unique du coût.

Cet article revient aussi sur les conditions de remise des offres.

Il fixe également les règles relatives aux réponses aux questions des candidats pendant la procédure et aux négociations, afin de garantir l'égalité de traitement des candidats lors de ces phases « sensibles » de la procédure.

Il précise enfin l'obligation de rédiger un rapport d'analyse des offres dès lors que plusieurs critères d'analyse sont utilisés, rapport dont le contenu est adapté à la procédure et à la complexité de l'achat.

- **Article 11 – Attribution du marché**

Cet article prévoit les modalités d'attribution de marchés publics :

- Procédure sans publicité ni mise en concurrence : la signature par Monsieur le Maire, sur délégation du Conseil Municipal, vaut attribution.
- Procédures adaptées : avis de la COMAPA (Commission des Marchés passés selon une procédure adaptée), composée des membres de la CAO ou de façon *ad hoc* pour un dossier spécifique.
- Procédures formalisées : attribution par la CAO permanente ou *ad hoc*.

Cet article précise également les cas de déclaration d'infructuosité des procédures et les modalités de déclaration sans suite d'une procédure.

- **Article 12 – Information des candidats évincés**

Cet article rappelle l'obligation d'informer les candidats non retenus et les délais à respecter avant la signature du marché.

- **Article 13 – Documents à fournir par l'attributaire**

Cet article rappelle les documents à fournir par les attributaires (attestations de régularité au regard des obligations fiscales et sociales) et la possibilité d'attribuer le marché au candidat classé en 2^{ème} position en cas de refus de fournir ces documents.

- **Article 14 – Signature du marché**

Cet article rappelle que Monsieur le Maire signe les marchés publics sur délégation du Conseil Municipal.

- **Article 15 – Publication des données essentielles**

Cet article rappelle les obligations de l'acheteur concernant la publication des données essentielles.

- **Article 16 – Les situations dérogatoires.**

Cet article prévoit qu'il peut être dérogé, sur décision motivée, à l'ensemble des dispositions du règlement intérieur, sauf aux dispositions légales, lorsqu'il est manifestement impossible ou inutile de les mettre en œuvre en raison notamment de l'objet du marché public ou du faible degré de concurrence dans le secteur considéré.

- **Article 17 – Application de droit des évolutions légales**

Cet article prévoit que toute modification du droit de la commande publique est automatiquement applicable à la collectivité.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ADOpte** le règlement intérieur des marchés publics.

11- Marchés publics – Adoption de la nomenclature interne relative aux achats de fournitures et services. Délib N° 2025_1203_10

L'article 2121-6 du Code de la Commande publique fixe les règles de computation des seuils permettant de déterminer la procédure à suivre pour les achats de fournitures et services.

Cet article prévoit que la valeur estimée du besoin est déterminée, quels que soient le nombre d'opérateurs économiques auquel il est fait appel et le nombre d'achats à effectuer, en prenant en compte la valeur totale des fournitures ou des services qui peuvent être considérés comme

homogènes soit en raison de leurs caractéristiques propres, soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle.

Afin de mettre en œuvre ces règles, il convient, d'une part, de mettre en place une nomenclature des marchés publics permettant de cumuler le montant des achats de fournitures et services considérés comme homogènes en raison de leurs caractéristiques propres.

Il est proposé d'adopter la nomenclature annexée au présent rapport. Cette nomenclature pourra faire l'objet d'adaptations en fonction de l'évolution des besoins de la collectivité par délibération du Conseil Municipal.

D'autre part, il convient de procéder à la création d'unités fonctionnelles concernant une pluralité de fournitures et services considérés comme homogènes parce qu'ils concourent à la réalisation d'un même objet. La création de ces unités fonctionnelles est une décision relative à la préparation des marchés publics. Pour les achats pour lesquels Monsieur le Maire a reçu délégation du Conseil Municipal, il pourra donc décider de la création d'unités fonctionnelles. Pour les autres achats, la création d'unités fonctionnelles fera l'objet d'une délibération.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ADOpte** la nomenclature interne des fournitures et services homogènes.
- **DIT** que Monsieur le Maire, dans le cadre de sa délégation relative aux marchés publics, pourra créer des unités fonctionnelles pour les marchés qu'il est autorisé à passer.

12- Marchés publics relatif à la fourniture de produits et petits matériels d'entretien – attribution. **Délib N° 2025_1203_11**

Les services de Valdallière mutualisent l'achat des produits et petits matériels d'entretien dans un esprit d'optimisation. Pour garantir des prix stables, il a été proposé de passer un marché public d'une durée d'un an reconductible trois fois.

Le montant cumulé des achats sur cette période étant supérieur au seuil de 40 000€ HT prévu par les textes régissant la commande publique, une procédure de marché public a été initiée.

Cette procédure a été scindée en deux consultations.

La première consultation concerne les produits spécifiques à l'entretien des fours. Elle a été passée sans publicité ni mise en concurrence conformément à l'article R 2122-8 du Code de la Commande Publique, qui prévoit que ce type de procédure peut être mise en œuvre pour les marchés inférieurs à 40 000€ HT et à 20% du montant cumulé des autres lots. La société SOVIMEF a donc été consultée pour l'attribution d'un accord-cadre à bons de commande d'une durée d'un an reconductible trois fois à compter du 1^{er} janvier 2026 et un montant maximum annuel de 5 000€ HT par an.

La deuxième consultation, objet de la présente délibération, concerne les autres produits et les petits matériels d'entretien. Elle a pour objet la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande d'un an reconductible 3 fois à compter du 1^{er} janvier 2026, sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 25 000€ HT.

Au regard de ce montant, la procédure a été lancée sous forme de procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à 7 du Code de la Commande Publique avec les caractéristiques suivantes :

Date de lancement de la consultation et supports de publicité	Le 12 septembre 2025 Sur : - OUEST FRANCE - Site internet de Valdallière - Plateforme de dématérialisation
Date de remise des offres	Le 13 octobre 2025
Critères d'attribution	- prix : 60 % - valeur technique : 40 %
Nombre d'offres reçues	2 pli(s)

La commission d'appels d'offres (CAO), désignée par délibération du 16 mai 2024, s'est réunie le 26 novembre 2025 donner un avis sur l'attribution du marché.

Après avoir entendu le rapport d'analyse et délibéré, la commission a proposé le classement suivant :

Soumissionnaire	Note pour la valeur technique	Note pour le prix	Note totale sur 100	Classement
ADELYA TERRE D'HYGIENE	32	60	92	1
SA CLAUDE CHENU	34	52,81	86,81	2

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'accord-cadre relatif à la fourniture des produits et petits matériels d'entretien avec la société ADELYA, dans les conditions mentionnées ci-dessus, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution du marché, y compris les avenants.

13- BURCY - Aménagement point d'arrêt Villeneuve - Maîtrise d'œuvre.
Délib N° 2025_1203_12

Vu la délibération N°2025-1103-12 en date du 3 novembre 2025 approuvant l'acquisition du terrain situé à Villeneuve afin d'y aménager une aire de retournement pour bus,
Vu le mail de la Région demandant à la commune de VALDALLIERE de lui transmettre « d'ici la fin de l'année une étude d'aménagement précisant la solution d'aménagement retenue »
Monsieur le Maire, présente aux membres du conseil la proposition financière de la société VRD SERVICES.

L'objet du contrat porte sur une mission de maîtrise d'œuvre complète dans le cadre du projet de création d'un arrêt de bus avec boucle de retournement à BURCY (Villeneuve) aux abords de la RD55.

Les travaux envisagés se déclinent comme suit :

- Matérialisation du point d'arrêt par signalisation verticale et horizontale.
- Mise en accessibilité du point d'arrêt :
 - o Arrêt en pleine voie avec boucle de retournement
 - o Quai accessible

- Cheminement piéton viabilisé
- Aire de stationnement pour véhicules légers.

14- Piscine – Convention cours particuliers MNS. Délib N° 2025_1203_14

Les usagers de la piscine municipale peuvent avoir besoin de prendre des cours particuliers de natation. Ce type de cours n'est pas proposé parmi les activités publiques de la piscine programmées au cours de l'année.

Afin de répondre à cette demande, il est proposé de mettre à disposition le bassin pour que les maitres-nageurs qui le souhaitent puissent dispenser des cours particuliers de natation, pour les adultes ou les enfants, en dehors de leur temps de travail et des horaires de fonctionnement de la piscine.

Le projet de convention annexé au présent rapport fixe les modalités de mise à disposition du bassin. Il précise que le maitre-nageur doit être déclaré à l'INSEE et disposé d'un numéro de SIRET, ainsi que d'une assurance pour l'exercice de son activité.

La piscine est mise à disposition à titre gratuit pour une durée d'un an. L'utilisateur devra s'acquitter du tarif de la leçon directement auprès du maitre-nageur. Il appartient au Conseil Municipal de fixer ce tarif. Au regard de ce qui est pratiqué dans les piscines voisines et des tarifs des cours de natation collectifs, il est proposé de fixer ce tarif à 15€ la demi-heure. En outre, l'utilisateur devra s'acquitter, auprès de Valdallière, du tarif d'entrée à la piscine fixé par délibération du Conseil Municipal (entrée individuelle ou carte de 10 entrées au tarif correspondant à son âge et à son domicile).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, **à l'unanimité** des membres présents :

- **ADOpte** la convention type pour la mise à disposition de la piscine municipale au profit des maitres-nageurs en vue d'y dispenser des cours particuliers.
- **FIXE** le tarif de ces cours particuliers à 15€ la demi-heure auquel s'ajoute le paiement de l'entrée de la piscine (entrée individuelle ou carte de 10 entrées).
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention avec les maitres-nageurs.

15- Montchamp – Vente bâtiment.

Délib N° 2025_1203_15

Par délibération en date du 15 septembre 2025, le conseil municipal a décidé d'aliéner l'ancien atelier technique de Montchamp situé sur la parcelle cadastrée AB 184 d'une superficie totale de 300m².

Pour rappel, ce bâtiment ne présente plus d'utilité pour la commune.

Une estimation de sa valeur a été réalisée par l'agence immobilière Nidéal Immobilier (Mme GUILLOT), qui l'a évalué entre 20 000 et 28 000 euros.

Conformément à la réglementation en vigueur, le service des Domaines a été consulté et l'évaluation a abouti à la détermination d'une valeur de 22 000 euros, assortie d'une marge d'appréciation de 10%.

Par courriel en date du 20 novembre 2025, la SCI OHA2, représentée notamment par Olivier PELLUET, a transmis l'offre suivante :

- Échange de la parcelle cadastrée 442 AB 130 non bâtie d'une surface de 245m² contre la parcelle 442 AB 184 et la somme compensatrice de 19 000 euros net vendeur.



Le conseil communal de Montchamp réuni le 22 novembre 2025 a émis un avis favorable à l'unanimité.

Les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ACCEPTE** l'offre d'achat de la SCI OHA2.
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Maire ou à son représentant pour signer le compromis.

16- Estry – Vente parcelle.

Délib N° 2025_1203_16

Par délibération en date du 5 mai 2025, le conseil municipal décidait d'accepter le legs de Monsieur Philippe ROSIER.

Le règlement de cette succession est en cours et la signature des actes devrait intervenir prochainement.

La commune est propriétaire d'une parcelle à Estry, cadastrée 253 ZI 116 d'une superficie de 278m² enclavée entre les parcelles ZI 41 ; 42 ; 43 ; 121 qui appartiennent à Madame Nathalie DERUYAND (fille de Monsieur ROSIER).



Monsieur LOUIS, Maire délégué d'Estry propose de céder cette parcelle à Madame DEROYAND pour 1 euro symbolique avec une prise en charge exceptionnelle des frais de notaire par la commune.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ACCEPTE** la vente à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée 253 ZI 116.
- **ACCEPTE** la prise en charge par la commune des frais de notaire.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou à son représentant de signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, y compris l'acte de vente notarié.

Echanges :

Hervé CHANU : L'idée est bonne, mais puisque cette proposition ne profite qu'à un des enfants, celui-ci pourrait faire l'effort de supporter les frais de notaire.

Didier LENAIN : La commune a bénéficié du legs de Monsieur ROSIER, et Madame DEROYAND n'a pas demandé à acquérir cette parcelle donc si cette opération lui engendre des frais, la parcelle restera en l'état.

Frédéric BROGNIART : Les frais de notaire ne devraient pas être trop élevés étant donnée la superficie de la parcelle.

17- Indemnités de gardiennage des églises communales. Délib N° 2025_1203_17

Monsieur GUETTIER arrive au cours de ce point auquel il participe au vote.

Monsieur le Maire rappelle qu'il y a lieu de délibérer afin d'autoriser le versement des indemnités de gardiennage aux préposés chargés du gardiennage des églises communales.

Les circulaires NOR/INT/A/87/00006/C du 8 janvier 1987 et NOR/IOC/D/11/2124C du 29 juillet 2011 fixent les plafonds indemnitaires applicables pour le gardiennage des églises communales.

Depuis 2024, le plafond indemnitaire applicable est fixé à 503,42 euros pour un gardien résidant dans la commune où se trouve l'édifice et à 126,91 euros pour un gardien ne résidant pas dans la commune et visitant l'église à des périodes rapprochées.

Cette somme constitue un plafond en dessous duquel il demeure possible de revaloriser les indemnités actuellement inférieures à celle-ci.

Dès lors pour l'année 2025, il est proposé les montants suivants :

Communes déléguées	Bénéficiaires	Montants 2024	Propositions 2025
BERNIERES LE PATRY	BUSNOT Y.	480,00 €	-
ESTRY	LANGLOIS B.	305,00 €	305,00 €
LE THEIL BOCAGE	GUIOT G.	240,00 €	240,00 €
MONTCHAMP	BACHELOT B.	350,00 €	350,00 €
VASSY	Père DUCHEMIN B.	125,06 €	-
	LEMONNIER R.	354,94 €	355,00 €
	Père PERROT	-	125,00 €
	Emmanuel		
VIESSOIX	GAZENGE J.C.	240,00 €	240,00 €
	MARIE B.	240,00 €	240,00 €
LE DESERT	LECHARTIER S.	240,00 €	240,00 €
BURCY	GOSSELIN Y.	240,00 €	240,00 €
CHENEDOLLE	BOCQUILLON A.	240,00 €	240,00 €
Total		3 055,00 €	2575,00 €

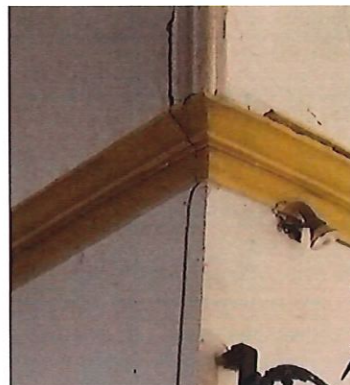
Echanges :

Christophe CHANU : Pourquoi l'indemnité est-elle plus élevée à Vassy ?

Frédéric BROGNIART : Ces montants sont historiques, il y a plus de cérémonies à Vassy. De manière générale les bénéficiaires effectuent l'entretien de l'église et sont chargés de l'ouverture et de la fermeture de l'église.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **VALIDE** les montants proposés.



En mai 2024 des désordres importants sont apparus dans l'église de RULLY : nombreuses fissures et chutes de plâtre au niveau des corniches en sablière et des croisées d'ogive.

Suite aux conseils du service patrimoine du Département une entreprise de plâtrerie a été sollicitée afin de procéder à la purge des décors fragiles et d'établir un diagnostic en vue d'une restauration de ces éléments.

L'entreprise « LIGNE » située à Lisieux présenté un devis d'un montant de 3 914 € correspondant à ces prestations.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **VALIDE** la proposition financière de l'entreprise « LIGNE.
- **AUTORISE** le Maire, à solliciter l'appui financier du département.

19- Salles des fêtes – cérémonies civiles.

Le maire informe le conseil municipal qu'il a été sollicité la semaine dernière pour la mise à disposition d'une salle communale destinée à l'organisation d'une cérémonie d'obsèques civiles.

La commune est sollicitée car d'une manière générale, elle dispose de la faculté de mettre une salle à disposition.

Aucune obligation légale n'existe aujourd'hui. La décision reste à l'appréciation du maire.

Afin d'anticiper d'éventuelles demandes futures et d'apporter un cadre clair à ces mises à disposition, le maire propose au conseil municipal de se prononcer sur le principe d'autoriser ou non l'utilisation des salles communales pour l'organisation de cérémonies d'obsèques civiles.

La délibération n°2024_0408_11 fixant les tarifs des salles des fêtes communales prévoit globalement 3 catégories de tarifs :

- Tarif habitant de la commune
- Tarif hors commune
- Tarif « divers » (vin d'honneur, réunions)

Si le conseil municipal autorise ces mises à disposition, une délibération complémentaire pourra :

- soit préciser quel tarif appliquer à ce type d'évènement,
- soit créer un tarif spécifique à ce type d'évènement.

Il peut également être déterminé quelles salles pourront être utilisées pour l'accueil de ces cérémonies, afin d'en limiter l'usage aux salles les plus adaptés.

Par ailleurs, la délibération actuelle prévoit la gratuité des salles pour les réceptions après funérailles. Or, juridiquement, la mise à disposition d'une salle dans le cadre d'une occupation privative doit obligatoirement donner lieu au paiement d'une redevance. La gratuité ne peut être accordée que dans des cas spécifiques et justifiés (associations, manifestations d'intérêt communal, évènements soutenus par la commune).

Cette disposition de gratuité générale n'est donc pas conforme aux règles applicables et doit être retirée.

IL EST DEMANDE AU CONSEIL MUNICIPAL DE BIEN VOULOIR :

- **DÉCIDER** si les salles communales peuvent être mises à disposition pour l'organisation de cérémonies d'obsèques civiles.
- **DÉTERMINER** les salles concernées et le tarif applicable le cas échéant ;
- **MODIFIER** la délibération tarifaire existante pour supprimer la gratuité prévue pour les réceptions après funérailles.

Echanges :

Frédéric BROGNIART : J'estime que c'est aux entreprises de Pompes funèbres d'investir pour s'adapter à cette évolution mais je souhaite recueillir votre avis sur le sujet.

Nicolas DOUCHIN : Je suis d'accord sur le principe mais en attendant il faut proposer des solutions aux familles.

Françoise FERGANT : La présence d'un cercueil dans une salle des fêtes peut sembler gênant et inapproprié.

Christophe CHANU : Sommes-nous obligés de statuer alors que ce type de demande reste très exceptionnelle. L'importance est d'avoir pu apporter une solution à cette famille. C'est dommage de prendre une décision qui va nous engager sans prendre le temps de la réflexion.

Frédéric BROGNIART : On peut reporter la question.

Patrice LAPAINTEUR : On a encore là une démonstration du dysfonctionnement des commissions. C'est un sujet, sur lequel une commission devrait pouvoir travailler. L'avantage d'une commission, c'est que quelques membres travaillent sur la question pour pouvoir proposer différentes solutions au conseil municipal. Dans une enceinte comme ce soir, il n'est pas possible de dégager une majorité. Ici on ne propose rien.

Frédéric BROGNIART : On propose plusieurs solutions et notamment sur le choix de salles adaptées pour accueillir ce type de cérémonie.

Gilles FAUCON : Les églises sont notamment des lieux qui peuvent rassembler des foules. C'est dommage que ces lieux soient exclusivement réservés à la religion catholique.

Rémi LABROUSSE : Pour tout autre usage que le culte, il faut l'autorisation de l'évêché.

Gilles FAUCON : Il faudrait effectivement proposer cela à l'évêché. On se retrouve face à une évolution sociétale qui serait peut-être entendue et comprise. Si on ne pose pas la question on ne le saura pas.

Rémi LABROUSSE : Charge à toi de mener ces négociations.

Frédéric BROGNIART : Je propose de reporter la question afin que chacun réfléchisse à la question.

Patrice LAPAINTEUR : Il faut qu'un groupe travaille sur ce dossier sinon on n'avancera pas.

Frédéric BROGNIART : Qui souhaite intégrer le groupe de travail ?

Pas de réponse.

François HAMEL : Je trouve légitime que se soit les maires délégués qui réfléchissent sur la question.

Les conseillers décident de reporter l'examen de ce point et le retirent de ce fait en séance souhaitant pouvoir en discuter ultérieurement lors d'une conférence des maires.

20- Procès-verbal de transfert du CMS à l'IVN.

Délib N° 2025_1203_19

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-17, L 1321-1 à L 1321-4, fixant les modalités de la mise à disposition des biens en cas de transfert de compétence ;

Vu les statuts de l'Intercom de la Vire au Noireau, et les délibérations D2024-5-4-6 du conseil communautaire de l'Intercom et 2024-0624-03 du conseil municipal de Valdallière, prévoyant l'extension de la compétence « santé » de l'Intercom ;

Considérant qu'en application de ces dispositions, l'Intercom est compétente pour l'aménagement de structures collectives et équipements pour l'accueil de professionnels de santé ;

Considérant que dans le cadre de cette compétence, le Centre Municipal de Santé de Valdallière a été transféré à l'Intercom ;

Considérant que la Commune de Valdallière est propriétaires des biens immobiliers et mobiliers nécessaires au fonctionnement du Centre de Santé ;

Considérant qu'en application de l'article L 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, les transferts de compétence « entraîne[nt] de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, l'application des articles L1321-1 à 4 du Code Général des Collectivités Territoriales ».

Considérant que les articles précités prévoient de plein droit, la mise à disposition, sans transfert de propriété, des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence transférée ;

Considérant qu'il convient de constater contradictoirement la mise à disposition des biens meubles et immeubles affectés au Centre de Santé transféré, par un procès-verbal ;

Le Procès-verbal et son annexe prévoient donc les biens mis à disposition de façon gratuite par la Commune à l'Intercom dans le cadre de l'exercice de cette compétence et du fonctionnement du Centre de Santé. Il prévoit les modalités de mise à disposition, à savoir les droits et obligations de chacune des parties.

La mise à disposition prend effet le 1er octobre 2024, date du transfert du Centre de Santé, et correspond à la durée de l'exercice de la compétence par l'IVN.

Par conséquent, la mise à disposition prendra fin et la Commune recouvrera l'ensemble des droits et obligations sur les biens, en cas de :
Reprise de la compétence par la Commune,
Retrait de la Commune de l'Intercom,
Dissolution de l'Intercom,

Désaffectation des biens à la compétence.

Le PV prévoit donc les conditions de retour de ces biens.

Il autorise enfin le comptable public à procéder aux opérations de transfert.

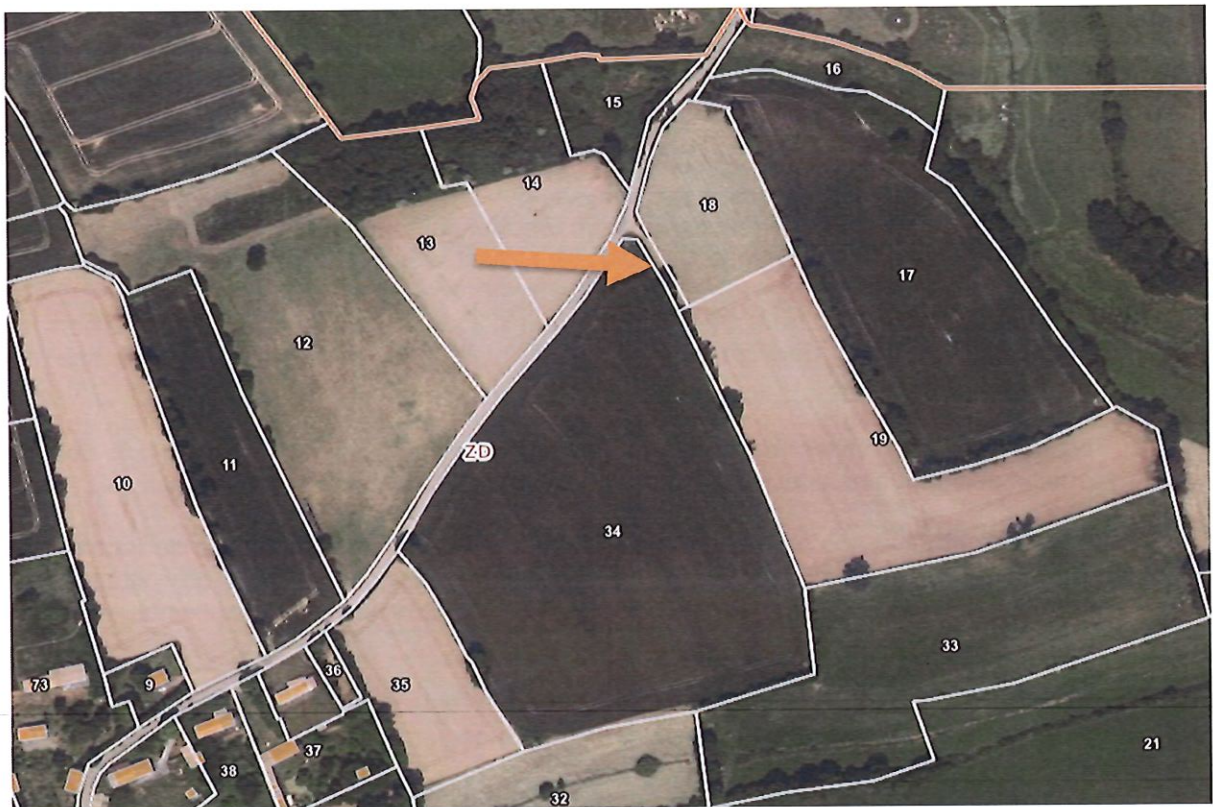
Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le Procès-Verbal de mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers dans le cadre de l'extension de la compétence santé de l'IVN.

21- Mise en place d'une enquête publique préalable à l'aliénation d'un chemin rural
- La Rocque – Chemin des Grandes Crières. **Délib N° 2025_1203_20**

Le chemin rural des Grandes Crières situé à La Rocque n'est plus affecté à l'usage du public qui n'a pas lieu de l'utiliser et constitue aujourd'hui une charge pour la collectivité. Sa superficie est estimée à environ 380m².

Ce chemin n'est utilisé que par M. Dominique LEGRIS, propriétaire et exploitant de la parcelle ZD19. Par ailleurs, Monsieur LEGRIS vient d'acquérir la parcelle ZD18 longeant ce chemin. Il souhaiterait intégrer ce chemin à sa parcelle.



L'aliénation de ce chemin rural, prioritairement aux riverains, apparaît bien comme la meilleure solution. Pour cela, conformément à l'article L161-10-1 du code rural et de la pêche maritime il convient de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation de ces biens du domaine

privé de la commune.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **PROCÈDE** à l'enquête publique préalable à l'aliénation du chemin rural ci-dessus désigné en application de l'article L 161-10-1 du code rural et de la pêche maritime et du code des relations entre le public et l'administration ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette opération.

Question écrite :

« Nous avons été sollicités par une habitante de Valdallière suite à un courrier qu'elle a adressé à M. Brogniart, relatif à une proposition de tarification de cantine selon le quotient familial, resté sans réponse.

Cette proposition, bien documentée, a-elle été évoquée en conseil des maires ? En commission scolaire (pas à notre connaissance !) ? Comptez-vous la soumettre aux instances ? Si oui, quand ? Si non, pourquoi ?

Frédéric BROGNIART : Je n'ai pas soumis cette question aux instances. Dans le fonctionnement démocratique communal, les questions sont portées par les élus municipaux et non directement par des administrés. Ce courrier arrive le 2 septembre, soit en pleine période pré-électorale. Je ne vais donc pas proposer une nouvelle tarification pour me le voir reprocher ensuite.

Caroline CHANU : Je comprends la réponse, mais il faudra aussi répondre à l'administrée.

Frédéric BROGNIART : Si le courrier était arrivé 15 jours avant, elle aurait eu sa réponse. Si j'étais persuadé que cette mesure aiderait les enfants à mieux manger j'en discuterais ultérieurement.

Patrick POUPION : Cela pourrait être débattu en commission scolaire.

Frédéric BROGNIART : Maintenant que c'est porté par des élus ça pourrait en effet être débattu en commission scolaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h55.

Le secrétaire de séance,
Anne-Marie FABIEN



Le Maire,
Frédéric BROGNIART



**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six,

Le 13 janvier, à vingt heures trente,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 7 janvier 2026, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42

Présents : 36

Pouvoirs : 6

Excusés : 2

Absents : 11

**DELIBERATION
N° 2026-0113-02**

OBJET :

FINANCES

**Vote des restes à
réaliser**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel				X F. HAMEL	MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet		X			PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle			X	
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline				X P. POUPION
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert	x				ANGENEAU Jean-Paul		X		
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie				X F. BROGNIART
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M	X				FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Iaëtitia			X	
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine				X N. BRU	POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel				X I. MARTIN
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Finances – Vote des restes à réaliser.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 57 ;

Vu le budget de la commune ;

M. le Maire rappelle que le montant des restes à réaliser, tant en section d'investissement que de fonctionnement est déterminé à partir de la comptabilité d'engagement dont la tenue obligatoire par l'ordonnateur résulte de la loi. Les restes à réaliser doivent être sincères dans leur inscription et dans leur contenu.

Les restes à réaliser correspondent :

- en dépenses de fonctionnement, pour les communes de plus de 3 500 habitants et les départements, aux dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à rattachement soit en l'absence de service fait au 31 décembre de l'exercice soit parce que l'incidence de ces charges sur le résultat n'est pas significative ;
- en recettes de fonctionnement, aux recettes de fonctionnement certaines non mises en recouvrement à l'issue de la journée complémentaire pour l'ensemble des collectivités locales ;
- en dépenses d'investissement, pour les communes et les départements sans distinction de taille, aux dépenses engagées non mandatées au 31 décembre de l'exercice ;
- en recettes d'investissement, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à émission d'un titre de recettes.

M. le Maire précise que la clôture du budget d'investissement 2025 intervenant le 31 décembre 2025, il convient pour assurer le paiement des dépenses engagées non mandatées et la perception des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre, d'établir l'état des restes à réaliser de la section d'investissement à reporter sur l'exercice 2026 lors du vote du budget.

Le montant des dépenses d'investissement du budget principal à reporter ressort à 218 444,36€.

Le montant des recettes d'investissement du budget principal à reporter ressort à 214 888,09€.

En détails :

En Dépense

Opération 10006 : Gendarmerie		
Budget Prévisionnel 2025 960 €	Dépense réalisée en 2025 960 €	Proposition Vote RAR 0 €
Taux de réalisation	100%	

Opération 1200 : Signalétique		
Budget Prévisionnel 2025 14 834,76 €	Dépense réalisée en 2025 13 395,57 €	Proposition Vote RAR 1 112,19 €
Taux de réalisation	90%	

Engagements restant à régler :

- MONTCHAMP/PRESLES
 - o Panneaux – BATI SERVICES : 746,18 € TTC
- ADRESSAGE
 - o Complément plaques – SIGNAUX GIROD : 366,01 € TTC

Opération 1300 : Défense Incendie		
Budget Prévisionnel 2025 182 573,57 €	Dépense réalisée en 2025 113 633,66 €	Proposition Vote RAR 4 650,51 €
Taux de réalisation	62%	

Engagements restant à régler :

- BERNIERES LE PATRY
 - o La Houellerie – mise en place poteau – SEBV – 3 158,10 € TTC
- VASSY
 - o Le bourg – remplacement PI (pose) – Syndicat d'Eau – 1 492,41 € TTC

Opération 1500 : Aménagements de bourg		
Budget Prévisionnel 2025 371 269,33 €	Dépense réalisée en 2025 320 289,09 €	Proposition Vote RAR 13 540,73 €
Taux de réalisation	86%	

Engagements restant à régler :

- VASSY
 - o Etude pluvial RD512 – MOSAIC – 4 320 € TTC
 - o Borne VAE – SDEC – 7 562,51 € TTC
 - o Entretien éclairage public – SDEC – 1658,22 € TTC

Opération 1600 : Bâtiments publics		
Budget Prévisionnel 2025 683 851,32 €	Dépense réalisée en 2025 199 819,98 €	Proposition Vote RAR 73 560,61 €
Taux de réalisation	29%	

Engagements restant à régler :

- ESTRY
 - o Salle des Fêtes
 - Réfection faîtage – HERTEN – 1 710 € TTC
- VASSY
 - o Piscine
 - Réducteur déshumidificateur – CM SERVICES – 2 064,86 € TTC
 - Sonde PH – QUALIH²O – 590,21 € TTC
 - o Chat Foin
 - Maîtrise d'œuvre – MS1 - 6 000 € TTC

- Maitrise d'œuvre – MS2 – 39 722,78 € TTC
- Contrôle Technique – SOCOTEC – 4 572 € TTC
- Etude géotechnique (G2 PRO) – FONDOUEST – 1 860 € TTC
- Local Ado
 - Travaux sous station – LAFOSSE – 6 040,80 € TTC
- Salle Pierre GEOFFROY
 - Régulation – LAFOSSE – 6 107,89 € TTC
 - Servomoteur – LAFOSSE – 459,58 € TTC
- Gymnase
 - Relamping LED – CDLELEC – 2 001,60 € TTC
- Restaurant Scolaire
 - Siphon de sol – MAUPAS – 1 380 € TTC
- Centre de Loisirs
 - Rideaux – DUHAMEL – 1 050,89 €

Opération 1700 : logements communaux		
Budget Prévisionnel 2025 18 850,98 €	Dépense réalisée en 2025 9 772,68 €	Proposition Vote RAR 3 161,09 €
Taux de réalisation	52%	

Engagements restant à régler :

- BERNIERES LE PATRY
 - Epicerie
 - Porte garage – MTB – 3 161,09 € TTC

Opération 1800 : Eglises		
Budget Prévisionnel 2025 83 299,91 €	Dépense réalisée en 2025 27 039,46 €	Proposition Vote RAR 54 481,65 €
Taux de réalisation	32%	

Engagements restant à régler :

- RULLY
 - Travaux de réfection électrique – 18 802,91 € TTC
 - Purge et diag avant travaux décors plâtres – LIGNE – 4 696,80 € TTC
 - Travaux toiture – LEROUGET – 3 800 € TTC
- LE DESERT
 - Réfection vitraux – DYL VITRAIL – 13 282,82 € TTC
- LE THEIL BOCAGE
 - Mise en conformité cloches – BIARD ROY – 5 139,12 € TTC
 - Pignon – ATMO – CBB – 8 760 € TTC

Opération 1900 : cimetières		
Budget Prévisionnel 2025 97 048,29 €	Dépense réalisée en 2025 36 728,51 €	Proposition Vote RAR 38 227,58 €
Taux de réalisation	38 %	

Engagements restant à régler :

- VASSY
 - o Colombarium – 4 360 € TTC
- MONTCHAMP
 - o Cimetière paysager – levé topo – 2 385,60 € TTC
 - o Cimetière paysager – complément levé topo – 300 € TTC
 - o Cimetière paysager - Maitrise d'œuvre – LEVERRIER – 31 181,98 € TTC

Opération 2200 : matériel et mobilier		
Budget Prévisionnel 2025 53 527,09 €	Dépense réalisée en 2025 32 350,64 €	Proposition Vote RAR 4 353,27 €
Taux de réalisation	54%	

Engagements restant à régler :

- VIESSOIX
 - o Salle des Fêtes
 - Allumeurs fours – SOVIMEF – 698,16 € TTC
 - Poignée douche – SOVIMEF – 166,09 € TTC
 - o Ecole Maternelle
 - Vélos – CASAL – 936,71 € TTC
- VASSY
 - o Piscine
 - Agitateur – OC'RL – 1 717,20 € TTC
 - o Ecole Maternelle
 - Vélos – CASAL – 535,12 € TTC
- MONTCHAMP
 - o Ecole Maternelle
 - Lave-linge – BUT – 299,99 € TTC

Opération 2300 : informatique et audiovisuel		
Budget Prévisionnel 2025 48 735,47 €	Dépense réalisée en 2025 33 584,94 €	Proposition Vote RAR 1 893,25 €
Taux de réalisation	69%	

Engagements restant à régler :

- Siège VALDALLIERE
 - o Ordinateur Direction – ODS – 816,00 € TTC
- Mairies annexes
 - o Ordinateur VASSY – ODS – 1 077,25 € TTC

Opération 2400 : matériel ateliers et véhicules		
Budget Prévisionnel 2025 81 153,14 €	Dépense réalisée en 2025 68 006,87 €	Proposition Vote RAR 721,20 €
Taux de réalisation	84%	

Engagements restant à régler :

- Maintenance Bâtiments
 - o Matériels menuiserie – LEGALLAIS – 223,21 € TTC
 - o Matériels menuiserie – DECHARENTON – 497,99 € TTC

Opération 2600 : Voirie		
Budget Prévisionnel 2025 195 000 €	Dépense réalisée en 2025 129 247,68 €	Proposition Vote RAR 15 542,28 €
Taux de réalisation	66%	

Engagements restant à régler :

- Programme voirie 2025
 - o Maitrise d'œuvre – VRD SERVICES – 533,76 € TTC
- MONTCHAMP
 - o Chemin de la Buotière – EIFFAGE – 5 378,52 € TTC
- BURCY
 - o Arrêt de bus Villeneuve
 - Maitrise d'œuvre – VRD SERVICES – 9 630 € TTC

Opération 2800 : plantation de haies		
Budget Prévisionnel 2025 41 965,22 €	Dépense réalisée en 2025 22 409,60 €	Proposition Vote RAR 7 200 €
Taux de réalisation	53%	

- Plans de Gestion – NEVOUX – 7 200 € TTC

TOTAL OPERATIONS		
Budget Prévisionnel 2025 1 873 069,08 €	Dépense réalisée en 2025 1 006 762,28 €	Proposition Vote RAR 218 444,36 €
Taux de réalisation	54%	

En recettes

Opération 1300 : Défense Incendie		
Budget Prévisionnel 2025 22 000 €	Perçu en 2025 22 000 €	Proposition Vote RAR 0 €
Taux de réalisation	100%	

Opération 1500 : Aménagements de bourgs		
Budget Prévisionnel 2025 680 354,17 €	Perçu en 2025 737 435,60 €	Proposition Vote RAR 0 €
Taux de réalisation	108 %	

Opération 1600 : Bâtiments publics		
Budget Prévisionnel 2025 200 000 €	Perçu en 2025 6 516 €	Proposition Vote RAR 193 484 €
Taux de réalisation	3 %	

Subventions notifiées à percevoir :

- VASSY
 - o Local Jeunes
 - CAF : 8 500 €
 - o Chat Foin
 - FEDER : 277 450 €

Opération 1800 : Eglises		
Budget Prévisionnel 2025 21 140 €	Perçu en 2025 0 €	Proposition Vote RAR 19 339 €
Taux de réalisation	0%	

Subventions notifiées à percevoir :

- VASSY
 - o Réfection toiture – CD14 – 7 072 €
- RULLY
 - o Travaux de réfection électrique – CD14 – 7 835 €
- LE DESERT
 - o Réfection vitraux – CD14 – 4 432 €

Opération 1900 : Cimetière		
Budget Prévisionnel 2025 7 500 €	Perçu en 2025 7 529,04 €	Proposition Vote RAR 0 €
Taux de réalisation	100%	

Opération 2100 : Equipements sportifs		
Budget Prévisionnel 2025 5 500 €	Perçu en 2025 5 500 €	Proposition Vote RAR 0 €
Taux de réalisation	100%	

Opération 2200 : mobilier		
Budget Prévisionnel 2025 3 685 €	Perçu en 2025 1 619,91 €	Proposition Vote RAR 2 065,09 €
Taux de réalisation	44%	

Subventions notifiées à percevoir :

- VASSY
 - o Local Jeunes
 - Mobilier - CAF : 3 685 €

Opération 2 400 : Véhicules et matériels ateliers		
Vote Budget Prévisionnel 2025 6 397,82 €	Perçu en 2025 6 397,82 €	Proposition Vote RAR 0 €
Taux de réalisation	100%	

Opération 2 600 : Voirie		
Vote Budget Prévisionnel 2025 74 825,92 €	Perçu en 2025 74 825,92 €	Proposition Vote RAR 0 €
Taux de réalisation	100%	

Opération 2 800 : Plantation de haie		
Vote Budget Prévisionnel 2025 28 251,70 €	Perçu en 2025 43 223,22 €	Proposition Vote RAR 0 €
Taux de réalisation	153%	

TOTAL		
Vote Budget Prévisionnel 2025 1 049 654,61 €	Perçu en 2025 905 047,51 €	Proposition Vote RAR 214 888,09 €
Taux de réalisation	86%	

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ADOpte** les états des restes à réaliser.
- **Autorise** M. le Maire à signer ces états et à poursuivre les paiements et les recouvrements dans la limite des crédits figurant sur ces états.
- **DIT** que ces écritures seront reprises dans le budget de l'exercice 2026.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Marie-Françoise DAUPRAT



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six,

Le 13 janvier, à vingt heures trente,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 7 janvier 2026, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42

Présents : 36

Pouvoirs : 6

Excusés : 2

Absents : 11

**DELIBERATION
N° 2026-0113-03**

OBJET :

FINANCES

**Ouverture anticipée de
crédits d'investissement
pour 2026.**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel				X F. HAMEL	MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet		X			PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle			X	
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline				X P. POUPION
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert	x				ANGENEAU Jean-Paul		X		
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie				X F. BROGNIART
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M	X				FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Iaëtitia			X	
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Iaëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine				X N. BRU	POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel				X I. MARTIN
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est nommée secrétaire de séance.

DELIBERATION N° 2026-0113-03

OBJET : Finances – Ouverture anticipée de crédits d'investissement pour 2026.

Monsieur le Maire expose que les dépenses d'investissement ne peuvent être réalisées, en principe, qu'après le vote effectif du budget primitif.

Pour permettre aux collectivités de disposer de crédits d'investissement disponibles, dès l'ouverture de l'exercice, et ainsi procéder au règlement de leurs prestataires, l'article L. 1612-1 du CGCT autorise les organes délibérants à accorder, à leur exécutif, les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (non compris les crédits afférents au remboursement de la dette et les crédits gérés dans les autorisations de programme).

Afin de gérer au mieux les affaires courantes et de réaliser les investissements indispensables au bon fonctionnement des services, dont le besoin peut intervenir avant le vote du budget primitif pour 2026, il convient donc d'ouvrir les crédits d'investissement nécessaires. Il est proposé de porter cette ouverture anticipée de crédit d'investissement pour 2026 à hauteur de 25 % des crédits d'investissement votés au titre de l'exercice 2025.

Ces ouvertures de crédits constituent des plafonds d'engagement de la collectivité, dans l'attente du vote du budget 2026, qui précisera les montants de l'exercice budgétaire et les projets financés.

Vu l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Considérant que l'ouverture anticipée de crédits d'investissement permet d'assurer le bon fonctionnement des services municipaux jusqu'au vote du budget primitif 2026 ;

Il est proposé l'ouverture anticipée des crédits en investissement pour l'année 2026 dans la limite précisée par chapitre dans le tableau ci-après :

Chapitre Opération	Article	Fonction	Libellés	BP 2025	Restes à Réaliser	Ouverture crédits 25%
16 (R)			Emprunts et dettes assimilées	341 000,00 €	0,00 €	1 000,00 €
16	165 (R)	01	Dépôts et cautionnements reçus	1 000,00 €	0,00 €	1 000,00 €
1200 (R)			SIGNALETIQUES	14 834,76 €	1 112,19 €	3 708,69 €
1200	2152 (R)	01	Installations de voirie	14 834,76 €	1 112,19 €	3 708,69 €
1300 (R)			DEFENSES INCENDIE	182 573,57 €	4 650,51 €	45 643,39 €
1300	21568 (R)	01	Autre matériel, outillage incendie	182 573,57 €	4 650,51 €	45 643,39 €
1500 (R)			AMENAGEMENT DE BOURG	371 269,33 €	13 540,73 €	92 817,33 €
1500	23151 (R)	01	Immo. corpor. en cours - Instal., matériel, outil.	371 269,33 €	13 540,73 €	92 817,33 €
1600 (R)			BATIMENTS PUBLICS	687 851,32 €	73 560,61 €	171 962,83 €
1600	23131 (R)	01	Immo. corporelles en cours - Constructions	687 851,32 €	73 560,61 €	171 962,83 €
1700 (R)			LOGEMENTS COMMUNAUX	18 850,98 €	3 161,09 €	4 712,75 €
1700	23131 (R)	01	Immo. corporelles en cours - Constructions	18 850,98 €	3 161,09 €	4 712,75 €
1800 (R)			EGLISES	83 299,91 €	54 481,65 €	20 824,98 €

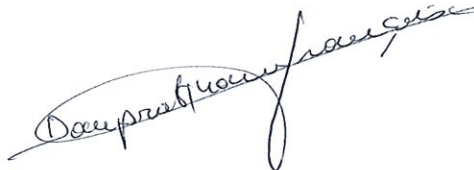
1800	23131 (R)	01	Immo. corporelles en cours - Constructions	83 299,91 €	54 481,65 €	20 824,98 €
1900 (R)			CIMETIERES	97 048,29 €	38 227,58 €	0,00 €
1900	2116 (R)	01	Cimetières	97 048,29 €	38 227,58 €	0,00 €
2200 (R)			MATERIELS ET MOBILIERS	53 527,09 €	4 353,27 €	13 381,77 €
2200	21848 (R)	01	Autres matériels de bureau et mobiliers	53 527,09 €	4 353,27 €	13 381,77 €
2300 (R)			INFORMATIQUE ET AUDIO VISUEL	48 735,47 €	1 893,25 €	12 183,87 €
2300	21838 (R)	01	Autre matériel informatique	48 735,47 €	1 893,25 €	12 183,87 €
2400 (R)			VEHICULES ET MATERIELS ATELIER	81 153,14 €	721,20 €	20 288,29 €
2400	2188 (R)	01	Autres immobilisations corporelles	81 153,14 €	721,20 €	20 288,29 €
2600 (R)			VOIRIE	195 000,00 €	15 542,28 €	48 750,00 €
2600	23151 (R)	01	Immo. corpor. en cours - Instal., matériel, outil.	195 000,00 €	15 542,28 €	48 750,00 €
2800 (R)			PLANTATIONS DE HAIES	41 965,22 €	7 200,00 €	0,00 €
2800	2121 (R)	01	Plantations d'arbres et d'arbustes	41 965,22 €	7 200,00 €	0,00 €
TOTAL GENERAL :				1 873 069,08 €	218 444,36 €	435 273,89 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** l'ouverture anticipée des crédits d'investissements pour 2026 telle que présentée.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Marie-Françoise DAUPRAT



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six,
Le 13 janvier, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 7 janvier 2026,
s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses
assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART,
Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42

Présents : 36

Pouvoirs : 6

Excusés : 2

Absents : 11

**DELIBERATION
N° 2026-0113-04**

OBJET :

**Subventions associations
2026**

—

**Acompte association
FCIB**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel				X F. HAMEL	MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHESMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet		X			PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle			X	
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline				X P. POUPION
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert	x				ANGENEAU Jean-Paul		X		
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie				X F. BROGNIART
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M	X				FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia			X	
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine				X N. BRU	POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel				X I. MARTIN
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Subventions associations 2026 – Acompte association FCIB.

Le montant annuel des subventions aux associations est habituellement fixé en même temps que le vote du Budget Primitif.

Cependant, pour assurer la continuité de son fonctionnement, il est nécessaire de verser un acompte dès ce mois-ci à l'association FCIB.

Afin de leur éviter des difficultés de trésorerie, il est proposé de leur verser une première aide à hauteur de **10 000 € sur la subvention 2026.**

Le montant définitif de la subvention annuelle sera arrêté en même temps que le vote du BP 2026 et inclura le montant déjà versé.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la demande transmise par l'association en date du 31 décembre 2025 ;

Considérant l'intérêt de soutenir l'association FCIB dans ses actions, et d'assurer la continuité de son fonctionnement ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'**unanimité** des membres présents :

- **DECIDE** de verser une avance de 10 000 € sur la subvention 2025 à l'association FCIB.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Marie-Françoise DAUPRAT



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six,
Le 13 janvier, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 7 janvier 2026,
s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses
assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART,
Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42

Présents : 36

Pouvoirs : 6

Excusés : 2

Absents : 11

**DELIBERATION
N° 2026-0113-05**

OBJET :

RH

**Modification du tableau
des effectifs**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel				X F. HAMEL	MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet		X			PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle			X	
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline			X	P. POUPION
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert	x				ANGENEAU Jean-Paul		X		
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie			X	F. BROGNIART
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M	X				FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Iaëtitia			X	
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine				X N. BRU	POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel			X	I. MARTIN
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est nommée secrétaire de
séance.

OBJET : RH – Modification du tableau des effectifs.

Le service maintenance des bâtiments comprend un coordonnateur et deux agents de maintenance du patrimoine bâti. Ces agents effectuent les travaux de maintenance et d'aménagement des bâtiments appartenant à la collectivité (électricité, peinture, sols, plomberie...).

La charge de travail de ce service fait qu'il recourt régulièrement aux services de l'un des agents techniques polyvalents de l'atelier de Vassy, spécialisé dans le domaine de la menuiserie.

Afin de renforcer le service maintenance des bâtiments et de pérenniser la compétence menuiserie au sein de ce service, il est proposé de créer un poste d'agent du patrimoine bâti :

	POSTE CREE
INTITULÉ	AGENT DE MAINTENANCE DU PATRIMOINE BATI
GRADES CIBLES	CE adjoint technique et CE agent de maîtrise
TEMPS DE TRAVAIL	Temps complet (35/35)
DATE D'EFFET	1 ^{er} février 2026
<i>Emploi pouvant être pourvu par un contractuel dans les conditions définies à l'article 332 du Code Général de la Fonction Publique</i>	

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **ADOpte** la modification du tableau des effectifs telle que proposée.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,


Le secrétaire de séance,
Marie-Françoise DAUPRAT


Le Maire,
Frédéric BROGNIART

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six,
Le 13 janvier, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 7 janvier 2026,
s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses
assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART,
Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42

Présents : 36

Pouvoirs : 6

Excusés : 2

Absents : 11

**DELIBERATION
N° 2026-0113-06**

OBJET :

Réhabilitation d'une
friche commerciale en
Tiers Lieu

—

Phase 1

—

Demande de subvention
à l'Etat au titre de la
DETR / DSIL

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel				X F. HAMEL	MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet		X			PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle			X	
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLE S	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline				X P. POUPION
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert	x				ANGENEAU Jean-Paul		X		
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie				X F. BROGNIART
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M	X				FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Iaëtitia			X	
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine				X N. BRU	POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel				X I. MARTIN
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est nommée secrétaire de
séance.

OBJET : Réhabilitation d'une friche commerciale en Tiers Lieu – phase 1– demande de subvention à l'Etat au titre de la DETR / DSIL.

Considérant la délibération N°2025-0116-06 en date du 16 janvier 2025 portant sur une demande de subvention au titre de la DETR 2025 pour la réhabilitation d'une friche commerciale en Tiers Lieu à VASSY (Chat Foin).

Considérant la délibération N°2025-1203-08 en date du 3 décembre 2025 portant sur l'adoption de l'Avant-Projet Définitif relatif au projet de réhabilitation d'une friche commerciale en Tiers Lieu (tranche 1).

Considérant le courrier en date du 18 décembre 2025, émanant de la Sous-Préfecture de VIRE, nous demandant de redéposer le dossier de demande de subvention DETR / DSIL au titre de 2026.


Monsieur le Maire propose aux membres de l'assemblée de délibérer sur la demande d'aide à l'Etat au titre de DETR et de la DSIL 2026 selon le plan de financement prévisionnel suivant :

DEPENSES		RECETTES	
Achat bâtiment	61 475,25 €	Etat (DETR/DSIL)	191 581,48 €
Eudes/diagnostics	19 888,00 €	Europe (FEDER)	277 450,00 €
Maitrise d'Œuvre	83 175,10 €	Autofinancement	117 257,87 €
Travaux	421 751,00 €		
TOTAL HT	586 289,35 €	TOTAL	586 289,35 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **APPROUVE** la demande d'aide à l'Etat au titre de la DETR / DSIL 2026.
- **CHARGE** le Maire de mener à bien toutes les démarches nécessaires à l'application de cette délibération.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Marie-Françoise DAUPRAT



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six,

Le 13 janvier, à vingt heures trente,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 7 janvier 2026, s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART, Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42

Présents : 36

Pouvoirs : 6

Excusés : 2

Absents : 11

**DELIBERATION
N° 2026-0113-07**

OBJET :

Désaffectation et
déclassement d'une
portion de l'impasse des
Crières en vue de son
transfert en pleine
propriété à l'Intercom de
la Vire au Noireau

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel				X F. HAMEL	MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHESMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet		X			PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle			X	
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline				X P. POUPION
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert	x				ANGENEAU Jean-Paul		X		
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie				X F. BROGNIART
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M	X				FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia			X	
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine				X N. BRU	POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel				X I. MARTIN
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

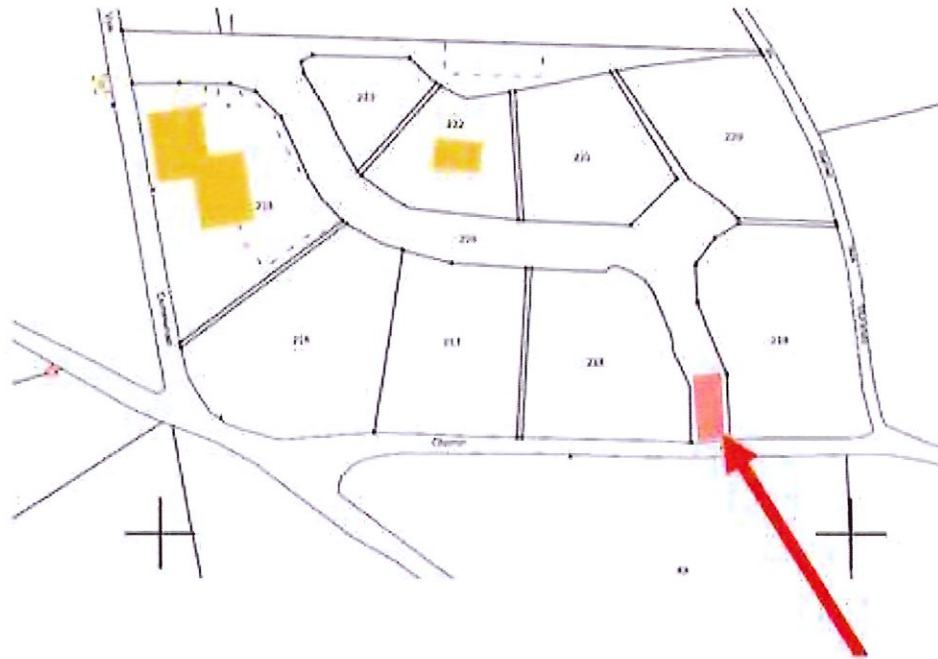
Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Désaffectation et déclassement d'une portion de l'impasse des Crières en vue de son transfert en pleine propriété à l'Intercom de la Vire au Noireau.

L'impasse des Crières correspond à la voirie de desserte du parc d'activités Les Crières. Si sa branche nord se termine sur un lot à bâtir, sa branche sud s'achève sur une bande verte de 193 m² non affectée à l'usage du public et inemployée.

Plutôt que de demeurer sans usage, cette petite portion de terrain pourrait être rattachée à la parcelle BH n°218 voisine et, ainsi, augmenter la surface dédiée à l'implantation d'acteurs économiques.



S'agissant d'une voie classée dans le domaine public, elle est, pour l'heure, inaliénable et imprescriptible.

Aussi, afin d'être en mesure d'opérer le transfert de cette portion de terrain à l'Intercom de la Vire au Noireau, compétente en matière de développement économique et de gestion des zones d'activités économiques, à l'euro symbolique, il convient de la déclasser.

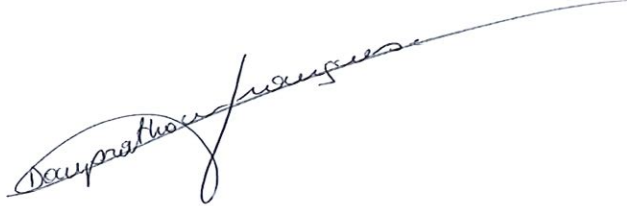
Conformément à l'article L.141-3 du code de la voirie routière, ce déclassement peut s'opérer sans enquête publique puisqu'il ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DÉCIDE** de désaffecter et de déclasser du domaine public communal la portion de 193 m² située à l'extrémité sud de l'impasse des Crières et référencée au plan annexé à la présente.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer, en l'étude de Maître FIEVET, notaires à Valdallière, l'acte transférant à l'euro symbolique cette parcelle du patrimoine communal au patrimoine de l'Intercom de la Vire au Noireau ainsi que tout document relatif à cette opération.

- **PRÉCISE** que les frais inhérents à ce transfert seront intégralement supportés par l'IVN.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Marie-Françoise DAUPRAT



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six,
Le 13 janvier, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 7 janvier 2026,
s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses
assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART,
Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42

Présents : 36

Pouvoirs : 6

Excusés : 2

Absents : 11

**DELIBERATION
N° 2026-0113-08**

OBJET :

**Transfert en pleine
propriété à l'Intercom de
la Vire au Noireau des
deux ateliers relais du
Parc d'activités Les
Crières**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel				X F. HAMEL	MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet		X			PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle			X	
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline				X P. POUPION
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert	x				ANGENEAU Jean-Paul		X		
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie				X F. BROGNIART
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M	X				FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia			X	
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine				X N. BRU	POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel				X I. MARTIN
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est nommée secrétaire de séance.

OBJET : Transfert en pleine propriété à l'Intercom de la Vire au Noireau des deux ateliers relais du Parc d'activités Les Crières.

Depuis la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) d'août 2015, la communauté de communes Intercom de la Vire au Noireau a en charge la gestion des parcs d'activités économiques du territoire. Cette gestion intègre également l'immobilier d'entreprise.

Le parc d'activités Les Crières, situé sur la commune de Valdallière, comporte deux ateliers relais de 277 et 386 m² chacun déployés sur un foncier de 2 712 m² qui, à terme, doivent pouvoir être cédés à leurs occupants et ainsi fixer définitivement sur le territoire les entreprises accueillies.

Aussi, afin d'anticiper ces mutations futures, il convient, préalablement, et en vertu de l'article L 1321-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) de désaffecter cet immeuble de l'exercice de la compétence développement économique pour permettre un transfert en pleine propriété à l'Intercom de la Vire au Noireau.

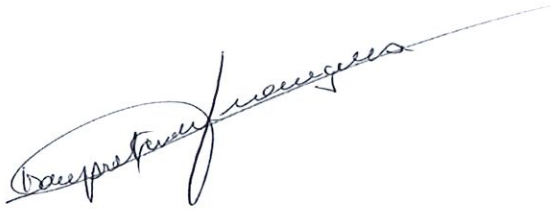
Ce transfert de patrimoine entre la commune de Valdallière, propriétaire, et la communauté de communes Intercom de la Vire au Noireau s'opérerait selon les modalités financières suivantes :

IMMOBILIER D'ENTREPRISE CONCERNE	VALEUR DE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE
Parc d'activités Les Crières Ateliers relais sur parcelle BH n°215	Euro symbolique

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

- **DÉCIDE** la désaffectation de la compétence développement économique des ateliers relais du parc d'activités Les Crières.
- **VALIDE** les modalités de transfert de propriété de ce patrimoine immobilier entre la commune de Valdallière et l'Intercom de la Vire au Noireau selon les modalités ci-avant détaillées.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer, en l'étude de Maître FIEVET, notaires à Valdallière, l'acte transférant ce patrimoine communal au patrimoine de l'Intercom de la Vire au Noireau ainsi que tout document relatif à cette opération qui, en vertu de l'article 257 bis du Code Général des Impôts, bénéficiera d'une dispense de TVA.
- **PRÉCISE** que les frais inhérents à ce transfert seront intégralement supportés par l'IVN.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Marie-Françoise DAUPRAT



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six,
Le 13 janvier, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 7 janvier 2026,
s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses
assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART,
Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42

Présents : 36

Pouvoirs : 6

Excusés : 2

Absents : 11

**DELIBERATION
N° 2026-0113-09**

OBJET :

Défusion des écoles de
Montchamp et Vassy

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel				X F. HAMEL	MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet		X			PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle			X	
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline				X P. POUPION
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert	x				ANGENEAU Jean-Paul		X		
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie				X F. BROGNIART
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M	X				FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINE Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD laëtitia			X	
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VISSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine				X N. BRU	POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel				X I. MARTIN
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est nommée secrétaire de
séance.

OBJET : Défusion des écoles de Montchamp et Vassy.

Par délibération en date du 25 mars 2019, le conseil municipal a validé la signature d'une convention relative à l'organisation des écoles de la commune de Valdallière, couvrant la période 2019-2022.

Cette convention visait à éviter la suppression d'un poste d'enseignant dans un contexte de baisse des effectifs.

Les objectifs poursuivis étaient notamment de renforcer la qualité d'accueil des élèves dans les écoles et de créer des ensembles scolaires de taille suffisante pour :

- Assurer la continuité des enseignements entre les cycles et au sein de ceux-ci ;
- Offrir aux directeurs des conditions d'exercice leur permettant de conduire leurs missions dans de bonnes conditions ;
- Consolider les structures scolaires afin de mieux prévenir les éventuelles baisses démographiques ;
- Pérenniser le dédoublement de la classe de CP.

Cette convention est arrivée à son terme en 2022 et est désormais caduque.

Depuis sa mise en œuvre, les évolutions démographiques et les besoins éducatifs des familles ont changé et sont aujourd'hui différents entre les communes déléguées de Montchamp et de Vassy. L'organisation actuelle ne répond plus pleinement aux réalités locales.

La commune souhaite donc procéder à la défusion des écoles afin d'adapter l'offre scolaire aux besoins de chaque territoire.

Il est ainsi proposé :

- De maintenir l'école maternelle et l'école élémentaire sur la commune déléguée de Vassy ;
- De créer et ouvrir un groupe scolaire, dénommé « Henri Morel », sur la commune déléguée de Montchamp.

Cette évolution permettra une organisation scolaire plus cohérente avec les effectifs, les attentes des familles et les perspectives démographiques propres à chaque commune déléguée.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

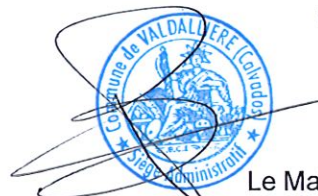
- **APPROUVE** le principe de la défusion des écoles de Vassy et Montchamp ;
- **MAINTIENT** l'école maternelle et l'école élémentaire de Vassy ;
- **PROSSÈDE** à la création et l'ouverture d'un groupe scolaire, dénommé « Henri Morel », à Montchamp ;
- **FIXE** la date d'effet de la défusion et de la nouvelle organisation scolaire à la rentrée scolaire 2026/2027.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager toutes les démarches nécessaires auprès des services de l'Éducation nationale pour la mise en œuvre de cette décision.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Marie-Françoise DAUPRAT



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six,
Le 13 janvier, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 7 janvier 2026,
s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses
assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART,
Maire.

Nombre de conseillers
en exercice : 56

Nombre de votants : 42

Présents : 36

Pouvoirs : 6

Excusés : 2

Absents : 11

**DELIBERATION
N° 2026-0113-10**

OBJET :

**Vente d'un bien
immobilier acquis par la
commune au titre des
biens sans maître –
Ancienne maison
d'habitation mitoyenne
et jardin non attenant «
Le Chêne » route de
Coquard VIESSOIX**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel				X F. HAMEL	MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet		X			PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle			X	
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline				X P. POUPION
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert	x				ANGENEAU Jean-Paul		X		
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie				X F. BROGNIART
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M	X				FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD laëtitia			X	
LE DESERT					SPI TZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VIESSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine				X N. BRU	POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel				X I. MARTIN
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est nommée secrétaire de
séance.

OBJET : Vente d'un bien immobilier acquis par la commune au titre des biens sans maître – Ancienne maison d'habitation mitoyenne et jardin non attenant « Le Chêne » route de Coquard VIESSOIX.

La commune a acquis, par arrêté municipal en date du 31 juillet 2025, une maison et son jardin situés route de Coquard (le Chêne), cadastrés 746 ZL 18 (503m²) et 746 ZLM 21 (501m²) sur la commune déléguée de VIESSOIX, dans le cadre de la procédure prévue aux articles L.1123-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs aux biens sans maître.

Cette acquisition est intervenue à l'issue de la procédure réglementaire.

Le bien comprend une ancienne maison d'habitation mitoyenne d'une superficie d'environ 36m² à restaurer entièrement, abandonnée depuis de nombreuses années ainsi qu'un jardin non attenant.

La vente du bien permettrait de favoriser la remise en état du bien par un acquéreur privé.

Une estimation de sa valeur a été réalisée par l'agence immobilière Nidéal Immobilier (Mme GUILLOT), qui l'a évalué entre 5 000 et 10 000 euros.

Conformément à la réglementation en vigueur, le service des Domaines a été consulté et l'évaluation a abouti à la détermination d'une valeur de 6 500 euros, assortie d'une marge d'appréciation de 20%.



Vu les articles L 2121-29 du CGCT,

Vu les articles L 2241-1 et suivants du CGCT précisant que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute

cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles, Vu l'estimation fournie par l'agence immobilière Nidéal Immobilier, fixant une fourchette de prix comprise entre 5 000 et 10 000 euros,

Vu l'évaluation du service des Domaines fixant la valeur du bien à 6 500 euros,

Considérant que les dépenses indispensables pour remettre cet immeuble en conformité seraient très élevées, et hors de proportion avec les ressources dont la commune pourrait disposer à cet égard ;

Considérant que ledit immeuble n'est pas susceptible d'être affecté utilement à un service public communal et que dans ces conditions il y a lieu de procéder à son aliénation ;

Considérant que le bien appartient au domaine privé communal ;

Le conseil municipal est donc appelé à valider la cession de cet immeuble communal et d'en définir les conditions générales de vente.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'**unanimité** des membres présents :

- **DECIDE** l'aliénation des biens cadastrés 746 ZL 18 et 746 ZLM 21 sis route de Coquard, Viessoix 14410 VALDALLIERE.

- **FIXE** le prix de vente.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager les démarches nécessaires à cette cession (diagnostics techniques immobiliers, mandat de vente).

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.
Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Marie-Françoise DAUPRAT



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

**COMMUNE
DE
VALDALLIERE**

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-six,
Le 13 janvier, à vingt heures trente,
Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 7 janvier 2026,
s'est réuni à la salle Pierre Geoffroy à Vassy, lieu habituel de ses
assemblées, sous la présidence de M. Frédéric BROGNIART,
Maire.

**Nombre de conseillers
en exercice : 56**

Nombre de votants : 42

Présents : 36

Pouvoirs : 6

Excusés : 2

Absents : 11

**DELIBERATION
N° 2026-0113-11**

OBJET :

**Vente d'un bien
immobilier acquis par la
commune au titre des
biens sans maître –
Ancienne maison
d'habitation « La Bijude
» Chemin de la
Michellerie VIESSOIX**

Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à	Nom Prénom	Présent	Absent	Excusé	Pouvoir à
BROGNIART Frédéric	X				FABIEN Anne-Marie	X			
BERNIERES LE PATRY					JENVRAIN Marie		X		
HAMEL François	X				LEPAINTEUR Patrice	X			
BACON Michel				X F. HAMEL	MAZIER Valérie	X			
CANU Nathalie	X				PIERRES				
DUCHEMIN Daniel	X				BERGAR Dominique	X			
RENOUF Patricia	X				ANNE Sarah		X		
VAN ROMPU Riet		X			PRESLES				
BURCY					BACHELOT Isabelle			X	
DOUCHIN Nicolas	X				ANGOT Michel	X			
CHANU Hervé	X				RENE DIT DEROUVILLES	X			
DELAHAYE Olivier		X			RULLY				
CHENEDOLLE					LEGER Sébastien	X			
FERGANT Françoise	X				CHANU Caroline				X P. POUPION
HUET Cédric		X			SAINT CHARLES DE PERCY				
LABROUSSE Rémi	X				CHAPET Brigitte	X			
LEVALLOIS Elodie		X			VASSY				
ESTRY					GUETTIER Mickaël	X			
LOUIS Gilbert	x				ANGENEAU Jean-Paul		X		
LARONCHE Vanessa	X				ASSELIN Sylvie				X F. BROGNIART
LENAIN Didier				X V. LARONCHE	CHANU Christophe	X			
SCOLA Sabrina	X				DAL MASO Jérémie		X		
MALECOT-GALLOIS M	X				FERREIRA Cécilia		X		
LA ROCQUE					GERMAIN Gilles	X			
WIELGOSIK Frédéric	X				HELAINÉ Céline	X			
OLIVIER Damien		X			HUARD Laëtitia			X	
LE DESERT					SPITZA Jean-François	X			
MASSON Christophe	X				VIESSOIX				
MARÇAIS Christelle	X				LERESTEUX Laëtitia	X			
LE THEIL BOCAGE					GRAVE Francis	X			
BRU Noëlle	X				PICACHE Alexandra		X		
JOSSE Sandrine				X N. BRU	POUPION Patrick	X			
MONTCHAMP					SILLERE Michel				X I. MARTIN
FAUCON Gilles	X				BARBEY Alexandre		X		
DAUPRAT Marie-F	X				MARTIN Isabelle	X			

Formant la majorité des membres en exercice.

Madame Marie-Françoise DAUPRAT est nommée secrétaire de
séance.

OBJET : Vente d'un bien immobilier acquis par la commune au titre des biens sans maître – Ancienne maison d'habitation « La Bijude » Chemin de la Michellerie VIESSOIX.

La commune a acquis, par arrêté municipal en date du 26 mai 2025, une maison sur un terrain de 674m² située Chemin de la Michellerie (la Bijude), cadastrée 746 ZR 22, sur la commune déléguée de VIESSOIX, dans le cadre de la procédure prévue aux articles L.1123-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, relatifs aux biens sans maître.

Cette acquisition est intervenue à l'issue de la procédure réglementaire.

Le bien comprend une ancienne maison d'habitation d'une superficie d'environ 100m², à restaurer entièrement, abandonnée depuis de nombreuses années, sur un terrain de 674m² avec un petit bâtiment.

La vente du bien permettrait de favoriser la remise en état du bien par un acquéreur privé.

Il est précisé que ce bien est grevé d'une hypothèque légale d'un montant de 1 922 €, inscrite antérieurement à son incorporation dans le domaine privé communal.

Cette situation sera prise en compte dans le cadre de la vente et régularisée lors de la signature de l'acte notarié, conformément aux règles en vigueur.

Monsieur et Madame PORET, co-gérants de la SCI La Michellerie (5, chemin de la Michellerie) ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition de cette maison et ont formulé une offre d'achat de 15 500 euros en date du 22 décembre 2025.

Une estimation de sa valeur a été réalisée par l'agence immobilière Nidéal Immobilier (Mme GUILLOT), qui l'a évalué entre 10 000 et 15 000 euros.

Conformément à la réglementation en vigueur, le service des Domaines a été consulté et l'évaluation a abouti à la détermination d'une valeur de 14 000 euros, assortie d'une marge d'appréciation de 20%.



Vu les articles L 2121-29 du CGCT,

Vu les articles L 2241-1 et suivants du CGCT précisant que le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles, Vu l'estimation fournie par l'agence immobilière Nidéal Immobilier, fixant une fourchette de prix comprise entre 10 000 et 15 000 euros,

Vu l'évaluation du service des Domaines fixant la valeur du bien à 14 000 euros,

Considérant que les dépenses indispensables pour remettre cet immeuble en conformité seraient très élevées, et hors de proportion avec les ressources dont la commune pourrait disposer à cet égard ;

Considérant que ledit immeuble n'est pas susceptible d'être affecté utilement à un service public communal et que dans ces conditions il y a lieu de procéder à son aliénation ;

Considérant que le bien appartient au domaine privé communal ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'**unanimité** des membres présents :

- **ACCEPTE** l'offre d'achat présentée par la SCI La Michellerie au prix de 15 500 € ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager les démarches nécessaires à cette cession (diagnostics techniques immobiliers) ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte de vente ainsi que tout document afférent à cette cession ;
- **PRÉCISE** que les frais liés à la vente (notamment frais notariés) seront à la charge de l'acquéreur.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,



Le secrétaire de séance,
Marie-Françoise DAUPRAT



Le Maire,
Frédéric BROGNIART

